

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 316

6 février 2012

SOMMAIRE

Abacus Financial Assets Recovery Corporation S.A.	15166	Autosdistribution Losch S.à r.l.	15152
AB (Holdings) 1 S.à r.l.	15166	Avenue Property S.à r.l.	15165
Abrias	15151	Aviador Holding S.à r.l.	15166
Accenova	15166	ING Investment Management Luxembourg S.A.	15122
Achats Actions Benelux Investments S.A.	15166	interRent	15150
Acquae Holding S.à r.l.	15167	KEDI 1 Holdings S.à.r.l.	15136
Administration et Gestion Immobilière ..	15151	Mycelium S.A.	15152
Ady Immobilière Internationale S.A.	15167	rovo s.à r.l.	15150
aec-pro s.a.	15149	Sherleny Investments S.A.	15148
Aeternalis Films S.A.	15168	Société Financière Générale	15148
AF International Holding S.A.	15168	Testa Daniele Sàrl	15148
AF International Holding S.A.	15168	Toiture Moderne N.E. Sàrl	15148
A fleur de peau, S.à r.l.	15150	UBS Luxembourg Sicav	15133
A Guddesch	15151	Umero-Comercio e Serviços Internacionais S.à r.l.	15122
Ali-Eischen, s.à r.l.	15168	United Springs S.à r.l.	15122
Allianz Infrastructure Luxembourg I S.à r.l.	15151	Upsurge Holding S.A.	15133
Almus S.A.	15151	Valmorex S.A.	15134
A.L.S. S.à r.l.	15151	Victoria Finance S.A.	15134
Arno Glass	15152	Virida Holding I S.à r.l.	15134
ASSOR (Lux) S.A.	15168	Vue du Golfe S.A.	15135
A & T SA	15150	Webdream S.à r.l.	15134
AutosConsult Losch S.à r.l.	15165	Webnet S.A.	15135
AutosConsult Losch S.à r.l.	15165	Webworld Company S.A.	15135
AutosConsult Losch S.à r.l.	15165	Winex Trade House S.à r.l.	15135
Autosdistribution Losch S.à r.l.	15152	Wisley S.A.	15136
Autosdistribution Losch S.à r.l.	15165	Yennora S.A.	15147
Autosdistribution Losch S.à r.l.	15152	Zulia S.A.	15147
		Zulia S.A.	15149

Umero-Comercio e Serviços Internacionais S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.400,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 146.167.

—
Extrait des résolutions adoptées par le conseil d'administration de la Société le 07.12.2011

Le conseil d'administration de la Société a décidé de transférer le siège social de la Société du 8, rue Beck, L-1222 au 47, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg avec effet au 5 décembre 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2012000250/14.

(110211562) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2011.

United Springs S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 109.820.

—
Extrait des résolutions adoptées par le conseil d'administration de la Société le 14.12.2011

Le conseil d'administration de la Société a décidé de transférer le siège social de la Société du 6, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg au 47, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg avec effet au 5 décembre 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2012000251/14.

(110211550) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2011.

ING Investment Management Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2350 Luxembourg, 3, rue Jean Piret.

R.C.S. Luxembourg B 98.977.

—
L'an deux mille onze, le quinze décembre.

Par-devant nous, Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg,

S'est réunie une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de ING Investment Management Luxembourg S.A., une société anonyme régie par le droit du Grand Duché du Luxembourg, ayant son siège social 3, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg, Grand Duché du Luxembourg, constituée suivant acte reçu du notaire soussigné, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 4 février 2004, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial C»), n° 224 du 25 février 2004 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 98977 (la «Société»). Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois par un acte du notaire soussigné le 13 octobre 2011, publié au Mémorial C numéro 2622 du 28 octobre 2011.

L'assemblée a été déclarée ouverte sous la présidence de Monsieur Alexander Semik, juriste, domicilié professionnellement à Luxembourg, qui a désigné comme secrétaire Monsieur Dirk Zunker, juriste, domicilié professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée a choisi comme scrutateur Monsieur Guillaume André, juriste, domicilié professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le président a exposé et prié le notaire soussigné d'acter ce qui suit:

(i) Que l'ordre du jour de l'assemblée était le suivant:

Ordre du jour

1 Approbation du Projet Commun de Fusion préparé conformément à l'Article 261 (1) et (2) de la loi du 10 août 1915, sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi de 1915») qui sera publié au Mémorial C du 14 Novembre 2011, en application de l'Article 262 (1) de la Loi de 1915.

2 Approbation de la fusion par absorption entre ING Private Capital Management S.A., une société anonyme ayant son siège social au 3, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg et immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous

le numéro B 79669 «IPCM» en tant que société absorbée et la Société en tant que sociétés absorbante (la «Fusion») conformément aux articles 261 et suivants de la Loi de 1915.

3 Reconnaissance de l'accomplissement de toutes les formalités prévues à l'Article 267 (1) a), b) et e) de la Loi de 1915 relatif au droit de chaque actionnaire de consulter les documents de la Fusion au siège social de la Société au moins un mois avant la date de l'assemblée générale extraordinaire de l'actionnaire unique de la société.

4 Reconnaissance de l'effectivité de la Fusion au 31 décembre 2011 (la «Date d'Effet»).

5 Augmentation de capital de la Société dans le contexte de la Fusion d'un montant total de EUR 1.000.000,- par une émission de 1.000 actions nouvelles ayant une valeur nominale de EUR 1.000,- chacune, ayant les mêmes droits et obligations que les actions de la Société déjà existantes qui seront attribuées à l'actionnaire unique de la Société.

6 Modification de l'article 5 des statuts de la Société pour refléter l'augmentation de capital de la Société.

7 Modification des statuts de la Société par l'introduction d'une version anglaise supplémentaire des statuts qui sera désormais la langue prépondérante.

(ii) Que l'actionnaire unique présent ou représenté, le mandataire de l'actionnaire unique représenté ainsi que le nombre d'actions détenues par l'actionnaire unique ont été indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par l'actionnaire unique présent, le mandataire de l'actionnaire représenté, les membres du bureau et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte.

(iii) Que la procuration de l'actionnaire unique présent ou représenté, après avoir été signée par le mandataire, les membres du bureau et le notaire soussigné resteront pareillement annexés au présent acte.

(iv) Que l'intégralité du capital social de la Société était présente ou représentée à l'assemblée; l'actionnaire unique présent ou représenté a déclaré avoir eu connaissance de l'ordre du jour de l'assemblée et a été formellement convoqué.

(v) Que conformément à l'Article 267 (1) de la Loi de 1915, les documents suivants ont été mis à la disposition de l'actionnaire unique de la Société au siège social de la Société au moins un (1) mois avant la date de la présente assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société convoqués pour approuver la Fusion:

- Le projet commun de fusion entre la Société et IPCM concernant la fusion par absorption d'IPCM par la Société (le «Projet Commun de Fusion») daté du 2 novembre 2011 et publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations du 14 novembre 2011, numéro 2771;

- Les comptes annuels et les rapports annuels des sociétés fusionnantes pour les trois dernières années, c.-à-d. les années financières 2008, 2009 et 2010, et

- Le rapport du réviseur d'entreprises agréé conformément à l'Article 266 (3) et 26-1 de la Loi de 1915.

Dans ce cadre, l'assemblée a reçu et examiné le rapport du réviseur d'entreprise agréé, Ernst and Young, une société anonyme régie par le Droit luxembourgeois et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 47771 et étant agréé comme réviseur d'entreprises agréé (le «Réviseur d'entreprises»), rapport daté du 2 novembre 2011 qui a retenu la conclusion suivante:

«Sur la base du travail effectué et décrit ci-dessus, rien ne nous conduit à penser que la valeur de l'apport en nature ne correspond pas au moins aux 1.000 actions ayant chacune une valeur nominale de EUR 1.000 à émettre avec une prime d'émission totale de EUR 2.509.361, ce qui équivaut donc à une contribution totale de EUR 3.509.361.»

Le rapport du Réviseur d'entreprises restera pareillement annexé au présent acte.

Une attestation de la Société certifiant la disponibilité de ces documents prénommés restera annexée au présent acte.

(vi) Que l'actionnaire unique de la Société et IPCM a renoncé à l'exigence:

- d'un état comptable arrêté à une date qui ne doit pas être antérieure au premier jour du troisième mois précédant la date du Projet Commun de Fusion (conformément à l'article 267 (1) 2^{ème} alinéa de la Loi de 1915).

- d'un rapport détaillant le Projet Commun de Fusion rédigé par les conseils d'administration des sociétés fusionnantes (conformément à l'Article 265 (3) de la Loi de 1915).

- de l'examen et d'un rapport écrit de l'expert indépendant du Projet Commun de Fusion (conformément à l'Article 266 (5) de la Loi de 1915).

(vii) Que le Projet Commun de Fusion daté du 2 novembre 2011 a été déposé le 7 novembre 2011 au Registre du Commerce et des Sociétés à Luxembourg et a été publié au Mémorial C, numéro 2771 du 14 novembre 2011, conformément à l'Article 262 de la Loi de 1915. Il sera ainsi examiné et approuvé par l'actionnaire unique de la Société.

(viii) Que l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires a pris, à chaque fois à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée a décidé, après en avoir pris connaissance, d'approuver le Projet Commun de Fusion.

Seconde résolution

L'assemblée a décidé d'approuver la fusion par absorption de IPCM par la Société comme prévue par le Projet Commun de Fusion tel que publié au Mémorial C numéro 2771 du 14 novembre 2011.

A cet égard, l'assemblée a décidé d'approuver la transmission par effet de la loi de tous les actifs et passifs d'IPCM à la Société, cette fusion entraînant la dissolution automatique d'IPCM avec effet le 31 décembre 2011.

L'assemblée a décidé d'approuver que l'apport-fusion est rémunéré par un montant total de trois millions cinq cent neuf mille trois cent soixante et un euros (EUR 3.509.361,-) correspondant à l'émission de mille (1.000) nouvelles actions avec une valeur nominale de mille euros (EUR 1.000,-) chacune, entièrement libérées, ensemble avec une prime d'émission totale sur ces actions nouvellement émises d'un montant de deux millions cinq cent neuf mille trois cent soixante et un euros (EUR 2.509.361,-), et que lesdites actions ont les mêmes droits et privilèges et seront classées pari passu que les actions de la Société déjà émises et en circulation, suite à une augmentation de capital d'un montant d'un million d'euros (EUR 1.000.000,-) pour être attribuées à l'actionnaire unique d'IPCM en échange de mille huit cent (1.800) actions détenues par l'actionnaire unique dans IPCM.

L'assemblée a pris acte que ces 1.000 nouvelles actions seront délivrées par inscription au registre d'actionnaires de la Société.

L'assemblée a encore décidé d'approuver que pour des raisons uniquement et exclusivement comptables (et, sans limitation, spécifiquement pas pour des motifs légaux ou autres), la fusion sera traitée comme étant effective au 1^{er} janvier 2011.

L'assemblée a décidé de donner décharge, pour autant que de besoin, au Réviseur d'entreprises nommé par le conseil d'administration de la Société pour l'émission d'un rapport d'évaluation des actifs et passifs conformément à l'article 266 (3) et 26-1 de la Loi de 1915.

Troisième résolution

L'assemblée a décidé de prendre acte des renonciations suivantes par l'actionnaire unique de la Société dans le contexte de la Fusion, concernant:

- l'état comptable arrêté à une date qui ne doit pas être antérieure au premier jour du troisième mois précédant la date du Projet Commun de Fusion au cas où les derniers comptes annuels se rapportent à une exercice dont la fin est antérieure à plus de six mois à cette date (conformément à l'article 267 (1) 2^{ème} alinéa de la Loi de 1915).
- le rapport détaillant le Projet Commun de Fusion rédigé par les conseils d'administration des sociétés fusionnantes (conformément à l'Article 265 (3) de la Loi de 1915).
- l'examen et d'un rapport écrit de l'expert indépendant du projet commun de fusion (conformément à l'Article 266 (5) de la Loi de 1915).

Quatrième résolution

L'assemblée a décidé de prendre acte de la Date d'Effet de la Fusion qui est fixée au 31 décembre 2011.

Cinquième résolution

L'assemblée a décidé d'approuver la modification de l'article 5 des statuts de la Société pour refléter l'augmentation de capital de la Société mentionnée dans la seconde résolution. Cet article est désormais rédigé de la façon suivante:

« **Art. 5.** Le capital social de la Société est fixé à SIX MILLIONS CINQ CENT MILLE EUROS (6.500.000,- EUR) représenté par SIX MILLE CINQ CENTS (6.500) actions d'une valeur nominale de MILLE EUROS (1.000,- EUR) chacune. Les actions sont entièrement libérées.»

L'assemblée a encore décidé de modifier les statuts de la Société en insérant une version anglaise supplémentaire des statuts qui dorénavant sera la langue prépondérante avec la teneur suivante:

«Title I. Name - Registered Office - Object - Term

Art. 1. There is hereby incorporated by the parties appearing and all those who might later become shareholders a company ("the Company") in the form of a public limited company organised in accordance with the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and the present articles of association. The Company bears the name of ING Investment Management Luxembourg S.A.

Art. 2. The registered office is established in Luxembourg.

By simple decision of the Board of Directors, branches or offices may be established both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

The registered office may be transferred to any other place in the Commune of the registered office by simple decision of the Board of Directors.

In the case where the Board of Directors considers that extraordinary events of a political or military nature likely to compromise normal activity at the registered office or easy communication with that office or between that office and abroad occur or are imminent, it may temporarily transfer the registered office abroad until complete cessation of those abnormal circumstances. These temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding this temporary transfer of registered office, shall remain Luxembourgish.

Art. 3. The corporate object of the Company shall be the collective management of a portfolio of Luxembourg and/ or foreign Undertakings for Collective Investment in Transferable Securities (UCITS) approved in accordance with Directive 85/611/EEC as amended as well as other Luxembourg and/ or foreign Undertakings for Collective Investment (UCI) which might not come within the scope of that Directive, the administration of its own assets only being of an ancillary nature.

In particular, the activities of collective management of a portfolio of UCITS and UCI shall include:

- portfolio management: in this regard, the Company may, on behalf of the UCITS and UCI under management, give any opinion or recommendations as to the investments to be made, conclude contracts, purchase, sell, exchange and deliver any transferable securities and any other assets, on behalf of the UCITS and UCI under management, exercise any voting rights attached to the transferable securities constituting the assets of the UCITS and UCI, this list not being exhaustive but indicative;

- UCITS and UCI management: this consists of all the tasks listed in Appendix II of the Law of 20 December 2002 relating to Undertakings for Collective Investment, in particular including the valuation of the portfolio and the determination of the value of shares and/ or units of the UCITS and UCI, the issue and redemption of shares and/ or units of the UCI, keeping the register of UCITS and UCI, registering and keeping transactions, this list not being exhaustive but indicative;

- the marketing in Luxembourg and/ or abroad of the shares and/ or units of the UCITS and UCI.

The Company may carry on all the activities considered useful to accomplishing its corporate object nonetheless observing the provisions of the Law of 10 August 1915 relating to commercial companies as amended and Chapter 13 of the Law of 20 December 2002 relating to Undertakings for Collective Investment.

Art. 4. The Company is incorporated for an indefinite term. It may be dissolved by resolution of the General Meeting of shareholders ruling as for amendment to the articles of association and in accordance with Luxembourg law.

Title II. Capital - Shares

Art. 5. The Company's share capital is fixed at SIX MILLION FIVE HUNDRED THOUSAND EUROS (EUR 6,500,000.-) represented by SIX THOUSAND FIVE HUNDRED (6,500) shares each with a nominal value of ONE THOUSAND EUROS (EUR 1,000.-). The shares are fully paid-up.

Art. 6. The shares shall be and remain registered shares. A register of shares shall be kept at the Registered Office, which any shareholder may read and which shall contain the indications provided by article 39 of the amended law of 10 August 1915 relating to commercial companies. The ownership of registered shares shall be established by entry in the said register.

Any transfer of shares shall be subject to approval by the Board of Directors. If the Board of Directors refuses to approve a transfer, it shall not be obliged to indicate the reasons for its refusal. Nevertheless, the Board of Directors may only refuse approval provided at the same time it presents one or more acquirers, at a price at least equal to that corresponding to the accounting value of the shares according to the last balance sheet.

Title III. Administration

Art. 7. The Company shall be administered by a Board of Directors composed of at least three directors, whether shareholders or not, appointed by the General Meeting of shareholders which shall determine their number and their remuneration. The term of their mandate may not exceed six years. Any director may be dismissed with or without grounds or be replaced at any time by resolution of the General Meeting of shareholders.

In order to avoid any conflict of interest between the Company and the custodian bank of the UCI under the Company's management, the directors who are employed by the custodian bank must remain a minority within the Company's Board of Directors.

If the post of a director should become vacant as a consequence of their death, resignation, dismissal or otherwise, a temporary replacement may be provided for that director observing the legal provisions then in force in this regard.

Departing directors may be reappointed.

Art. 8. The Board of Directors shall elect a chairman from among its members and, if it is deemed opportune, one of more vice-chairmen. Notwithstanding, the first chairman shall be appointed directly by the General Meeting.

The Board of Directors shall meet on convocation by its chairman or, if he is prevented, by a vice-chairman or, in default, the oldest director.

It must be convened each time the interests of the Company so demand and each time at least two directors so request. The chair shall be taken by the chairman or, if he is prevented, by a vice-chairman or, in default, the oldest director.

Meetings shall be held at the Registered Office or in any other place indicated in the convocations.

The Board of Directors may only deliberate and rule validly if one half of its members are present or represented.

Decisions shall be taken by a simple majority of the members present or represented. If an equal number of votes are cast then the chairman of the meeting shall have the casting vote.

Any director prevented or absent may, in writing by cable, telex, e-mail or fax, give another director a mandate to represent him at meetings of the Board of Directors and vote there in his place, a director only being able to represent one of his colleagues.

Notwithstanding the above provisions, in the case of emergency a decision may also be taken by the Board of Directors by way of a circular and result from only one or more documents containing the decisions taken and signed by all the members of the Board of Directors without exception. The date of such a decision shall be the date of the last signature.

Art. 9. The deliberations of the Board of Directors, except those indicated in the last paragraph of article 8 shall be recorded in minutes to be signed by the chairman of the meeting and one director.

Copies or extracts of the minutes to be produced for legal purposes or elsewhere shall be signed by one director.

Art. 10. The Board of Directors shall be invested with the most extensive powers to perform any acts of administration and arrangement in the interests of the Company. Any powers which the Law or the present Articles of Association do not expressly reserve for the General Meeting of Shareholders shall be within the competence of the Board of Directors.

The Board may delegate the everyday management of the Company's business and the representation of the Company with regard to that management to one or more directors, executives, managers, employees or other agents, whether shareholders or not, or delegate special powers or instruct agents or persons chosen by it to carry out permanent or temporary tasks. The Board shall fix the powers, attributions, the title to be borne by the delegates and their emoluments.

The persons who direct the activity of the Company may not be employed by the custodian bank of a UCI for which they provide the management.

Delegation of a member of the Board of Directors shall be subject to prior authorisation from the General Meeting.

The Board may also grant special and specific powers to one of more of its members or to third parties or give them special tasks or attributions.

The Board may revoke such delegations at any time and provide their replacement.

The Board may establish executive committees and determine their tasks and attributions.

The Board shall represent the Company in court and in arbitral proceedings, both as plaintiff and as defendant. It may delegate this power of representation to any person whom it chooses from among or outside its number.

Art. 11. The Company shall be bound by the joint signatures of two directors or the signature of any person(s) to whom such powers of signature shall have been delegated by the Board of Directors.

Title IV. Conflicts of Interest

Art. 12. The director, manager or executive of the Company who is a director, manager, executive or employee of the custodian bank of a UCI under management shall be deprived of the right to deliberate, vote and act with regard to matters relating to that custodian bank.

Title V. Audit

Art. 13. The Company's transactions shall be audited by one or more Auditors, proving the appropriate experience, who shall be appointed by the General Meeting of shareholders which shall determine their number, their remuneration and the term of their mandate.

Any Auditor may be reappointed to his tasks.

Title VI. General Meeting

Art. 14. The General Meeting properly constituted shall represent all the shareholders. It shall have the most extensive powers to perform and to ratify acts which are of interest to the Company and which appear on the agenda. Its decisions shall be mandatory for all, even for shareholders who are absent or oppose them.

Art. 15. The Ordinary General Meeting shall be held each year at the registered office or in any other place in the Commune of the registered office indicated in the convocation on the second Tuesday in the month of April at 14.00.

If that day is a public holiday, the meeting shall be held on the first working day thereafter at the same time.

Extraordinary General Meetings shall be held each time the interests of the Company so demand, at the place and time indicated in the convocations made by the Board of Directors or on the request of shareholders representing at least twenty per cent of the capital.

Art. 16. Convocations for any General Meeting shall contain the agenda and shall be in the form and within the deadlines provided by the law, it nonetheless being understood that convocations shall be sent to all shareholders in name at least eight days prior to the Meeting.

Art. 17. Any shareholder may be represented at the General Meeting by a proxy, whether a shareholder or not.

Art. 18. The General Meeting shall be chaired by the chairman of the Board of Directors or, in his absence, by a vice-chairman of the Board of Directors in the order of their appointment or, in their absence, by a shareholder appointed by the Meeting.

The chairman of the Meeting shall appoint a secretary and the Meeting shall appoint one or more tellers.

The General Meeting may only deliberate on items on the agenda. Nevertheless a General Meeting attended by all the shareholders may, unanimously, decide to deliberate on another agenda than that provided in the convocation or to meet without convocation.

Each share shall give a right to one vote.

The General Meeting shall deliberate in accordance with the provisions of the Luxembourg law of 10 August 1915 relating to commercial companies and its amending laws. Insofar as there is no other provision in the law or in the present articles of association, resolutions shall be passed by a simple majority of the votes of the shareholders present or represented.

Minutes shall be taken of the deliberations of the General Meeting. These shall be signed by the members of the executive and by shareholders who so request. Copies or extracts of the minutes shall be validly signed by one director.

Title VII. Financial Year - Distribution of Profits

Art. 19. The financial year shall commence on 1 January and close on 31 December each year.

Art. 20. The surplus on the profit and loss account, after deduction of general costs, social charges and necessary depreciations, shall constitute the net profit. At least one twentieth shall be deducted from this profit and be allocated to the legal reserve, such deduction ceasing to be obligatory when the reserve has reached one tenth of the share capital, but being required if that reserve is reduced.

The surplus shall remain at the disposal of the General Meeting which shall decisively determine its allocation to dividend, reserves or carry forward.

Dividends shall be paid at the times and places fixed by the Board of Directors.

Observing the legal provisions in force, it may pay interim dividends.

Title VIII. Dissolution - Liquidation

Art. 21. In the event of dissolution of the Company on any grounds and at any time whatsoever, the General Meeting of shareholders shall appoint one or more liquidators, determine their powers and their emoluments and fix the method of liquidation. If no such decision is taken by the General Meeting, the directors in office shall be considered liquidators both with regard to third parties and to the Company.

Art. 22. The net proceeds of the liquidation, after settlement of all debts and charges, shall be divided in equal proportions between all the shares.

Title IX. General Provisions

Art. 23. The parties intend to conform fully with the law of 10 August 1915 relating to commercial companies and to its amending laws and the law of 20 December 2002 relating to undertakings for collective investment and any amending laws. As a consequence the provisions of those Laws from which there is no valid derogation in the present articles of association shall be considered as forming integral parts of the present deed, as they shall be in force at the time when the question of their application arises.»

Constat

Conformément à l'Article 271 (2) de la Loi de 1915, le notaire soussigné certifie l'existence et la validité des actes légaux et des formalités incombant à la Société auprès de laquelle il instrumente et du Projet Commun de Fusion.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges de toute nature payable par la Société en raison du présent acte sont estimés à deux mille trois cents euros (EUR 2.300,-).

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance a été levée.

Le notaire soussigné qui connaît et parle la langue anglaise déclare par la présente qu'à la demande des comparants ci-avant, le présent acte est rédigé en langue française et anglaise et que les statuts sont désormais rédigés en langue anglaise suivi d'une version française, et qu'à la demande des mêmes comparants, en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise des statuts primera.

Dont acte fait et passé à Luxembourg par le notaire soussigné, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite aux comparants et aux membres du bureau connus du notaire soussigné par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec, le notaire soussigné, le présent acte.

Follows the English translation of the above deed:

In the year two thousand eleven, on the fifteenth day of December.

Before Maître Gérard Lecuit, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

was held an extraordinary general meeting of the shareholders of ING Investment Management Luxembourg S.A., a société anonyme governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 3, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary dated on 4 February 2004, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial C"), n° 224 of 25 February 2004 and registered at the Luxembourg Trade and Companies Registry under number B 98977 (the "Company"). The articles of incorporation of the Company have been amended for the last time by a deed of the undersigned notary on 13 October 2011, published in the Mémorial C number 2622 of 28 October 2011.

The meeting was opened with Mr Alexander Semik, lawyer, with professional address in Luxembourg, in the chair, who appointed as secretary Mr Dirk Zunker, lawyer, with professional address in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Mr Guillaume André, lawyer, with professional address in Luxembourg.

The bureau of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to record the following statements and declarations:

(i) That the agenda of the meeting was the following:

Agenda

1 Approval of the common draft terms of merger drawn up in accordance with Article 261 (1) and (2) and to be published in the Mémorial C, on 14 November 2011, in accordance with Article 262 (1) of the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the "1915 Law").

2 Approval of the merger by absorption between ING Private Capital Management S.A., a société anonyme with registered office at 3, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg and registered with the Luxembourg trade and companies registry under number B 79669 ("IPCM") as the absorbed company and the Company as the absorbing company (the "Merger") in accordance with Articles 261 ff. of the 1915 Law.

3 Acknowledgement of the accomplishment of all then applicable formalities prescribed in Article 267 (1) a), b) and e) of the 1915 Law in relation to the right of each shareholder to inspect the Merger documentation at the registered office of the Company at least one month before the date of the extraordinary general meeting of the sole shareholder of the Company.

4 Acknowledgement of the effectiveness of the Merger as of 31 December 2011 (the "Effective Date").

5 Increase of the Company's share capital in the context of the Merger by a total amount of EUR 1,000,000 by the issue of 1,000 new shares with a nominal value of EUR 1,000 each, having the same rights and obligations as the existing shares of the Company which will be allocated to the sole shareholder of the Company.

6 Amendment of Article 5 of the Company's articles of association in order to reflect the increase of the Company's share capital.

7 Change of the Company's articles of association by introduction of an additional English version of its articles of association which henceforth shall be the binding language.

(ii) That the sole shareholder present or represented, the proxyholders of the represented shareholders and the number of shares held by the sole shareholder were shown on an attendance list; this attendance list, signed by the present shareholders, the proxyholders of the represented shareholders, the bureau of the meeting and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed.

(iii) That the proxy of the represented shareholders, signed by the proxyholders, the bureau of the meeting and the undersigned notary will also remain annexed to the present deed.

(iv) That the entire share capital of the Company was represented at the meeting; the sole shareholder present or represented declared that it has been informed of the agenda of the meeting [and that it has been duly convened to this meeting].

(v) That in accordance with Article 267 (1) of the 1915 Law, the following documents have been put at the disposal of the sole shareholder of the Company at the Company's registered office at least one (1) month prior to the date of the extraordinary general meeting of shareholders of the Company convened to approve the Merger:

- the common draft terms of merger between the Company and IPCM regarding the merger by absorption of IPCM by the Company (the "Common Draft Terms of Merger") dated on November 2, 2011 and published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations number 2771 on November 14, 2011;

- the annual accounts and the management reports of the merging companies for the last three financial years, i.e. 2008, 2009 and 2010; and

- the report of the independent auditor in accordance with Article 266 (3) and 26-1 of the 1915 Law.

To this respect, the meeting received and examined a report of the independent auditor, Ernst and Young, a société anonyme governed by the laws of Luxembourg and registered with the Luxembourg trade and companies registry under number B 47771 and being authorised as réviseur d'entreprises agréé (the "Auditor"), dated 2 November 2011 which stated the following conclusion:

"Based on the work performed and described above, nothing has come to our attention that causes us to believe that the value of the contribution in kind does not correspond at least to the 1,000 shares with a nominal value of EUR 1,000

each to be issued with total related share premium of EUR 2,509,361, hence total consideration amounting to EUR 3,509,361”.

The report of the Auditor will also remain annexed to the present deed.

An attestation from the Company certifying as to the availability of these documents listed above will remain annexed to the present deed.

(vi) That the sole shareholder of the Company and IPCM has waived the requirement of:

- an accounting statement not older than three months preceding the date of the Common Draft Terms of Merger, (in accordance with Article 267 (1) 2nd paragraph of the 1915 Law).
- the explanatory memorandum to the Common Draft Terms of Merger drawn up by the boards of directors of the merging companies (in accordance with Article 265 (3) of the 1915 Law).
- the examination and the written report of the independent expert on the Common Draft Terms of Merger (in accordance with Article 266 (5) of the 1915 Law).

(vii) That the Common Draft Terms of Merger dated on November 2, 2011, have been lodged with the Luxembourg Trade and Companies Registry on 7 November 2011 and have been published in the Mémorial C, number 2771 of 14 November 2011, in accordance with Article 262 of the 1915 Law. It shall then be examined and approved by the sole shareholder of the Company.

(viii) That the extraordinary general meeting of shareholders then adopted the following resolutions each time by unanimous vote:

First resolution

After examination, the meeting resolved to approve the Common Draft Terms of Merger.

Second resolution

The meeting resolved to approve the merger by absorption of IPCM by the Company as contemplated by the Common Draft Terms of Merger and published in the Mémorial C number 2771 on November 14, 2011.

In this respect, the meeting resolved to approve the transfer by operation of law of all assets and liabilities of IPCM to the Company and IPCM shall be dissolved, without liquidation, with effect on 31 December 2011.

The meeting further resolved to approve that the above mentioned transfer be remunerated by a total amount of three million five hundred nine thousand three hundred sixty-one euro (EUR 3,509,361.-), by the issuance of one thousand (1,000) new shares with a nominal value of one thousand euro (EUR 1,000.-) each, fully paid in, together with a related share premium of two million five hundred nine thousand three hundred sixtyone euro (EUR 2,509,361.-) which newly issued shares will have the same rights and privileges and shall rank *pari passu* as the then already issued and outstanding shares of the Company and to be allocated following an increase in the capital of the Company for an amount of one million euro (EUR 1,000,000.-) to the sole shareholder of IPCM in exchange of one thousand eight hundred (1,800) shares held by the sole shareholder in IPCM.

The meeting acknowledged that these new 1,000 shares will be inscribed in the Company's register of shares.

The meeting resolved to approve that solely and exclusively for accounting purposes (and, without limitation, specifically not for legal or other purposes), the merger will be treated as being effective as from 1 January 2011.

The meeting resolved to grant discharge to the Auditor appointed by the board of directors of the Company to issue a report on the valuation of the assets and the liabilities in accordance with article 266 (3) and 26-1 of the 1915 Law.

Third resolution

The meeting resolved to acknowledge the waivers made by the sole shareholder of the Company in the context of the Merger of the following requirements, concerning:

- (i) the accounting statement (in accordance with Article 267 (1) 2nd paragraph of the 1915 Law);
- (ii) the explanatory memorandum (in accordance with Article 265 (3) of the 1915 Law); and
- (iii) the written report of the independent expert (in accordance with Article 266 (5) of the 1915 Law).

Fourth resolution

The meeting resolved to acknowledge the Effective Date of the Merger as of 31 December 2011.

Fifth resolution

The meeting resolved to modify Article 5 of the Company's articles of association in order to reflect the increase of the Company's share capital mentioned in the second resolution. The said article shall read as follows:

“ **Art. 5.** The Company's share capital is fixed at SIX MILLION FIVE HUNDRED THOUSAND EUROS (EUR 6,500,000.-) represented by SIX THOUSAND FIVE HUNDRED (6,500) shares each with a nominal value of ONE THOUSAND EUROS (EUR 1,000.-). The shares are fully paid-up.”

The meeting further resolved to change the Company's articles of association by introduction of an additional English version of its articles of association which henceforth shall be the binding language.

Therefore, the articles of association of the Company shall read as follows:

“Title I. Name - Registered Office - Object - Term

Art. 1. There is hereby incorporated by the parties appearing and all those who might later become shareholders a company (“the Company”) in the form of a public limited company organised in accordance with the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and the present articles of association. The Company bears the name of ING Investment Management Luxembourg S.A.

Art. 2. The registered office is established in Luxembourg.

By simple decision of the Board of Directors, branches or offices may be established both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

The registered office may be transferred to any other place in the Commune of the registered office by simple decision of the Board of Directors.

In the case where the Board of Directors considers that extraordinary events of a political or military nature likely to compromise normal activity at the registered office or easy communication with that office or between that office and abroad occur or are imminent, it may temporarily transfer the registered office abroad until complete cessation of those abnormal circumstances. These temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding this temporary transfer of registered office, shall remain Luxembourgish.

Art. 3. The corporate object of the Company shall be the collective management of a portfolio of Luxembourg and/ or foreign Undertakings for Collective Investment in Transferable Securities (UCITS) approved in accordance with Directive 85/611/EEC as amended as well as other Luxembourg and/ or foreign Undertakings for Collective Investment (UCI) which might not come within the scope of that Directive, the administration of its own assets only being of an ancillary nature.

In particular, the activities of collective management of a portfolio of UCITS and UCI shall include:

- portfolio management: in this regard, the Company may, on behalf of the UCITS and UCI under management, give any opinion or recommendations as to the investments to be made, conclude contracts, purchase, sell, exchange and deliver any transferable securities and any other assets, on behalf of the UCITS and UCI under management, exercise any voting rights attached to the transferable securities constituting the assets of the UCITS and UCI, this list not being exhaustive but indicative;

- UCITS and UCI management: this consists of all the tasks listed in Appendix II of the Law of 20 December 2002 relating to Undertakings for Collective Investment, in particular including the valuation of the portfolio and the determination of the value of shares and/ or units of the UCITS and UCI, the issue and redemption of shares and/ or units of the UCI, keeping the register of UCITS and UCI, registering and keeping transactions, this list not being exhaustive but indicative;

- the marketing in Luxembourg and/ or abroad of the shares and/ or units of the UCITS and UCI.

The Company may carry on all the activities considered useful to accomplishing its corporate object nonetheless observing the provisions of the Law of 10 August 1915 relating to commercial companies as amended and Chapter 13 of the Law of 20 December 2002 relating to Undertakings for Collective Investment.

Art. 4. The Company is incorporated for an indefinite term. It may be dissolved by resolution of the General Meeting of shareholders ruling as for amendment to the articles of association and in accordance with Luxembourg law.

Title II. Capital - Shares

Art. 5. The Company’s share capital is fixed at SIX MILLION FIVE HUNDRED THOUSAND EUROS (EUR 6,500,000.-) represented by SIX THOUSAND FIVE HUNDRED (6,500) shares each with a nominal value of ONE THOUSAND EUROS (EUR 1,000.-). The shares are fully paid-up.

Art. 6. The shares shall be and remain registered shares. A register of shares shall be kept at the Registered Office, which any shareholder may read and which shall contain the indications provided by article 39 of the amended law of 10 August 1915 relating to commercial companies. The ownership of registered shares shall be established by entry in the said register.

Any transfer of shares shall be subject to approval by the Board of Directors. If the Board of Directors refuses to approve a transfer, it shall not be obliged to indicate the reasons for its refusal. Nevertheless, the Board of Directors may only refuse approval provided at the same time it presents one or more acquirers, at a price at least equal to that corresponding to the accounting value of the shares according to the last balance sheet.

Title III. Administration

Art. 7. The Company shall be administered by a Board of Directors composed of at least three directors, whether shareholders or not, appointed by the General Meeting of shareholders which shall determine their number and their remuneration. The term of their mandate may not exceed six years. Any director may be dismissed with or without grounds or be replaced at any time by resolution of the General Meeting of shareholders.

In order to avoid any conflict of interest between the Company and the custodian bank of the UCI under the Company's management, the directors who are employed by the custodian bank must remain a minority within the Company's Board of Directors.

If the post of a director should become vacant as a consequence of their death, resignation, dismissal or otherwise, a temporary replacement may be provided for that director observing the legal provisions then in force in this regard.

Departing directors may be reappointed.

Art. 8. The Board of Directors shall elect a chairman from among its members and, if it is deemed opportune, one of more vice-chairmen. Notwithstanding, the first chairman shall be appointed directly by the General Meeting.

The Board of Directors shall meet on convocation by its chairman or, if he is prevented, by a vice-chairman or, in default, the oldest director.

It must be convened each time the interests of the Company so demand and each time at least two directors so request. The chair shall be taken by the chairman or, if he is prevented, by a vice-chairman or, in default, the oldest director.

Meetings shall be held at the Registered Office or in any other place indicated in the convocations.

The Board of Directors may only deliberate and rule validly if one half of its members are present or represented.

Decisions shall be taken by a simple majority of the members present or represented. If an equal number of votes are cast then the chairman of the meeting shall have the casting vote.

Any director prevented or absent may, in writing by cable, telex, e-mail or fax, give another director a mandate to represent him at meetings of the Board of Directors and vote there in his place, a director only being able to represent one of his colleagues.

Notwithstanding the above provisions, in the case of emergency a decision may also be taken by the Board of Directors by way of a circular and result from only one or more documents containing the decisions taken and signed by all the members of the Board of Directors without exception. The date of such a decision shall be the date of the last signature.

Art. 9. The deliberations of the Board of Directors, except those indicated in the last paragraph of article 8 shall be recorded in minutes to be signed by the chairman of the meeting and one director.

Copies or extracts of the minutes to be produced for legal purposes or elsewhere shall be signed by one director.

Art. 10. The Board of Directors shall be invested with the most extensive powers to perform any acts of administration and arrangement in the interests of the Company. Any powers which the Law or the present Articles of Association do not expressly reserve for the General Meeting of Shareholders shall be within the competence of the Board of Directors.

The Board may delegate the everyday management of the Company's business and the representation of the Company with regard to that management to one or more directors, executives, managers, employees or other agents, whether shareholders or not, or delegate special powers or instruct agents or persons chosen by it to carry out permanent or temporary tasks. The Board shall fix the powers, attributions, the title to be borne by the delegates and their emoluments.

The persons who direct the activity of the Company may not be employed by the custodian bank of a UCI for which they provide the management.

Delegation of a member of the Board of Directors shall be subject to prior authorisation from the General Meeting.

The Board may also grant special and specific powers to one or more of its members or to third parties or give them special tasks or attributions.

The Board may revoke such delegations at any time and provide their replacement.

The Board may establish executive committees and determine their tasks and attributions.

The Board shall represent the Company in court and in arbitral proceedings, both as plaintiff and as defendant. It may delegate this power of representation to any person whom it chooses from among or outside its number.

Art. 11. The Company shall be bound by the joint signatures of two directors or the signature of any person(s) to whom such powers of signature shall have been delegated by the Board of Directors.

Title IV. Conflicts of Interest

Art. 12. The director, manager or executive of the Company who is a director, manager, executive or employee of the custodian bank of a UCI under management shall be deprived of the right to deliberate, vote and act with regard to matters relating to that custodian bank.

Title V. Audit

Art. 13. The Company's transactions shall be audited by one or more Auditors, proving the appropriate experience, who shall be appointed by the General Meeting of shareholders which shall determine their number, their remuneration and the term of their mandate.

Any Auditor may be reappointed to his tasks.

Title VI. General Meeting

Art. 14. The General Meeting properly constituted shall represent all the shareholders. It shall have the most extensive powers to perform and to ratify acts which are of interest to the Company and which appear on the agenda. Its decisions shall be mandatory for all, even for shareholders who are absent or oppose them.

Art. 15. The Ordinary General Meeting shall be held each year at the registered office or in any other place in the Commune of the registered office indicated in the convocation on the second Tuesday in the month of April at 14.00.

If that day is a public holiday, the meeting shall be held on the first working day thereafter at the same time.

Extraordinary General Meetings shall be held each time the interests of the Company so demand, at the place and time indicated in the convocations made by the Board of Directors or on the request of shareholders representing at least twenty per cent of the capital.

Art. 16. Convocations for any General Meeting shall contain the agenda and shall be in the form and within the deadlines provided by the law, it nonetheless being understood that convocations shall be sent to all shareholders in name at least eight days prior to the Meeting.

Art. 17. Any shareholder may be represented at the General Meeting by a proxy, whether a shareholder or not.

Art. 18. The General Meeting shall be chaired by the chairman of the Board of Directors or, in his absence, by a vice-chairman of the Board of Directors in the order of their appointment or, in their absence, by a shareholder appointed by the Meeting.

The chairman of the Meeting shall appoint a secretary and the Meeting shall appoint one or more tellers.

The General Meeting may only deliberate on items on the agenda. Nevertheless a General Meeting attended by all the shareholders may, unanimously, decide to deliberate on another agenda than that provided in the convocation or to meet without convocation.

Each share shall give a right to one vote.

The General Meeting shall deliberate in accordance with the provisions of the Luxembourg law of 10 August 1915 relating to commercial companies and its amending laws. Insofar as there is no other provision in the law or in the present articles of association, resolutions shall be passed by a simple majority of the votes of the shareholders present or represented.

Minutes shall be taken of the deliberations of the General Meeting. These shall be signed by the members of the executive and by shareholders who so request. Copies or extracts of the minutes shall be validly signed by one director.

Title VII. Financial Year - Distribution of Profits

Art. 19. The financial year shall commence on 1 January and close on 31 December each year.

Art. 20. The surplus on the profit and loss account, after deduction of general costs, social charges and necessary depreciations, shall constitute the net profit. At least one twentieth shall be deducted from this profit and be allocated to the legal reserve, such deduction ceasing to be obligatory when the reserve has reached one tenth of the share capital, but being required if that reserve is reduced.

The surplus shall remain at the disposal of the General Meeting which shall decisively determine its allocation to dividend, reserves or carry forward.

Dividends shall be paid at the times and places fixed by the Board of Directors.

Observing the legal provisions in force, it may pay interim dividends.

Title VIII. Dissolution - Liquidation

Art. 21. In the event of dissolution of the Company on any grounds and at any time whatsoever, the General Meeting of shareholders shall appoint one or more liquidators, determine their powers and their emoluments and fix the method of liquidation. If no such decision is taken by the General Meeting, the directors in office shall be considered liquidators both with regard to third parties and to the Company.

Art. 22. The net proceeds of the liquidation, after settlement of all debts and charges, shall be divided in equal proportions between all the shares.

Title IX. General Provisions

Art. 23. The parties intend to conform fully with the law of 10 August 1915 relating to commercial companies and to its amending laws and the law of 20 December 2002 relating to undertakings for collective investment and any amending laws. As a consequence the provisions of those Laws from which there is no valid derogation in the present articles of association shall be considered as forming integral parts of the present deed, as they shall be in force at the time when the question of their application arises.»

Notary's statement

In accordance of Article 271 (2) of the 1915 Law, the undersigned notary certifies the existence and the validity of the legal acts and formalities required of the Company in respect of which he is acting and of the Draft Common Terms of Merger.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at two thousand three hundred Euro (EUR 2,300.-).

There being no other business on the agenda, the meeting was closed.

The undersigned notary who knows and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in French and English and the articles of association are henceforth worded in English followed by a French version; on request of the same persons and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereupon the present deed was drawn up in Luxembourg by the undersigned notary, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the meeting, the members of the bureau, who are known to the undersigned notary by their surnames, first names, civil status and residences, such persons signed together with the undersigned notary, this original deed.

Signé: A. SEMIK, D. ZUNKER, G. ANDRÉ, G. LECUIT.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 20 décembre 2011. Relation: LAC/2011/56945. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 décembre 2011.

Référence de publication: 2011177696/590.

(110206856) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2011.

UBS Luxembourg Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 76.778.

Extrait des minutes prises lors du conseil d'administration du 1^{er} septembre 2011:

A présenté sa démission avec effet au 1^{er} Septembre 2011:

- M. Alain Hondequin, Membre du Conseil d'Administration, 33A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg

Est co-optée en date du 1^{er} septembre 2011 au Conseil d'Administration pour une période se terminant à l'Assemblée Générale Annuelle de 2012:

- Mme. Alicia Zemanek, Membre du Conseil d'Administration, 33A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour UBS LUXEMBOURG SICAV

UBS Fund Services (Luxembourg) S.A.

Sandra Ehlers / Francesco Molino

Director / Director

Référence de publication: 2012000252/18.

(110211514) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2011.

Upsurge Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 109.696.

EXTRAIT

Il résulte de l'assemblée générale ordinaire tenue en date du 15 décembre 2011 que le siège social de la société a été transféré du 47, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg au 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg.

De plus, l'adresse professionnelle des personnes suivantes est désormais:

- Stéphane Hépineuze, administrateur Classe A: 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg;

- Matthijs Bogers, administrateur Classe A: 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg;

Le siège social de la société Europan Trust Services (Luxembourg) S.à r.l., Commissaire aux comptes, est également désormais situé au 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 décembre 2011.

Stéphane Hépineuze
Administrateur Classe A

Référence de publication: 2012000253/19.

(110211615) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2011.

Valmorex S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 109.161.

Le bilan au 31/12/2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 décembre 2011.

Signature.

Référence de publication: 2012000255/10.

(110210952) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2011.

Victoria Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1358 Luxembourg, 4, rue Pierre de Coubertin.

R.C.S. Luxembourg B 99.773.

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012000256/10.

(110211633) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2011.

Webdream S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4540 Differdange, 69, rue Dicks-Lentz.

R.C.S. Luxembourg B 150.130.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012000259/10.

(110211662) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2011.

Virida Holding I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 2.600.771,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 160.732.

EXTRAIT

Il résulte de l'assemblée générale tenue en date du 15 décembre 2011 que le siège social de la société a été transféré du 47, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg au 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg.

De plus, l'adresse professionnelle des personnes suivantes est désormais:

- Julien François, Gérant: 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg;

- Matthijs Bogers, Gérant: 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 décembre 2011.

Julien François

Gérant

Référence de publication: 2012000257/18.

(110210970) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2011.

Vue du Golfe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2551 Luxembourg, 41, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 59.275.

—
EXTRAIT

Il résulte du Procès Verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire, réunie extraordinairement, des actionnaires, qui s'est tenue en date du 5 décembre 2011 au siège social 41, Avenue du X Septembre L-2551 Luxembourg:

Que:

- L'assemblée a décidé avec effet immédiat la révocation de l'actuel commissaire aux comptes, la société anonyme de droit luxembourgeois, FINGECO S.A.

- L'assemblée a décidé de désigner jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2017 comme le nouveau commissaire aux comptes, la société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, FIDU-CONCEPT SARL, établie et ayant son siège social à L-2132 Luxembourg, 36, Avenue Marie-Thérèse, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B.38.136.

Pour extrait sincère et conforme

Signature

Référence de publication: 2012000258/19.

(110210917) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2011.

Webnet S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2314 Luxembourg, 2A, place de Paris.

R.C.S. Luxembourg B 150.075.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012000260/10.

(110211665) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2011.

Webworld Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 31, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 148.694.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012000261/10.

(110211659) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2011.

Winex Trade House S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-7258 Helmsange, 10, rue des Pommiers.

R.C.S. Luxembourg B 148.088.

—
Les comptes annuels clôturés au 31 Décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012000262/11.

(110211750) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2011.

Wisley S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 47, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 57.649.

—
EXTRAIT

Il résulte de l'assemblée générale ordinaire tenue en date du 8 décembre 2011 que le siège social de la société a été transféré du 47, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg au 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg.

De plus, l'adresse professionnelle des personnes suivantes est désormais:

- Matthijs Bogers, administrateur et administrateur délégué: 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg;
- Stéphane Hépeneuze, administrateur et administrateur délégué: 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg;
- Mombaya Kimbulu, administrateur et administrateur délégué: 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 décembre 2011.

Matthijs Bogers

Administrateur et Administrateur délégué

Référence de publication: 2012000263/18.

(110210920) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2011.

KEDI 1 Holdings S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2440 Luxembourg, 59, rue de Rollingergrund.
R.C.S. Luxembourg B 165.579.

—
STATUTES

In the year two thousand and eleven, on the twenty-second day of November.

Before Maître Edouard Delosch, notary, residing in Rambrouch (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared the following:

KEDI Holdings S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500.-), with registered office at 59, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, in the course of registration with the Luxembourg Register of Commerce and Companies,

represented by Nicolas Gauzès, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given under private seal; such proxy, signed by the proxyholder and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The following articles of incorporation of a company have then been drawnup:

Chapter I. - Form, Name, Registered office, Object, Duration

Art. 1. Form, Name. There is hereby established a société à responsabilité limitée (the "Company") governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg (the "Laws") and by the present articles of incorporation (the "Articles of Incorporation").

The Company may be composed of one single shareholder, owner of all the shares, or several shareholders, but not exceeding forty (40) shareholders.

The Company will exist under the name of "KEDI 1 Holdings S.à r.l."

Art. 2. Registered Office. The Company will have its registered office in the City of Luxembourg.

The registered office may be transferred to any other place within the City of Luxembourg by a resolution of the Manager(s).

Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the Manager(s).

In the event that, in the view of the Manager(s), extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with such office or between such office and persons abroad, the Company may temporarily transfer the registered office abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a company governed by the Laws. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the Manager(s).

Art. 3. Object. The object of the Company is the acquisition, holding and disposal of interests in Luxembourg and/or in foreign companies and undertakings, as well as the administration, development and management of such interests.

The Company may provide loans and financing in any other kind or form or grant guarantees or security in any other kind or form, in favour of the companies and undertakings forming part of the group of which the Company is a member.

The Company may also invest in real estate, in intellectual property rights or any other movable or immovable assets in any kind or form.

The Company may borrow in any kind or form and privately issue bonds, notes or any other debt instruments as well as warrants or other share subscription rights.

In a general fashion, the Company may carry out any commercial, industrial or financial operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Art. 4. Duration. The Company is formed for an unlimited duration.

It may be dissolved at any time by a resolution of the shareholder(s), voting with the quorum and majority rules set by the Laws or by the Articles of Incorporation, as the case may be pursuant to article 29 of the Articles of Incorporation.

Chapter II. Capital, Shares

Art. 5. Issued Capital. The issued capital of the Company is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) divided into one million two hundred fifty thousand (1,250,000) shares with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each, all of which are fully paid up.

The rights and obligations attached to the shares shall be identical except to the extent otherwise provided by the Articles of Incorporation or by the Laws.

In addition to the issued capital, there may be set up a premium account to which any premium paid on any share in addition to its nominal value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may repurchase from its shareholder(s), to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholder(s) in the form of a dividend or to allocate funds to the legal reserve.

Art. 6. Shares. Each share entitles to one vote.

Each share is indivisible as far as the Company is concerned.

Co-owners of shares must be represented towards the Company by a common representative, whether appointed amongst them or not.

When the Company is composed of a single shareholder, the single shareholder may freely transfer its shares.

When the Company is composed of several shareholders, the shares may be transferred freely amongst shareholders but the shares may be transferred to non-shareholders only with the authorisation of shareholders representing at least three quarters (3/4) of the capital.

The transfer of shares must be evidenced by a notarial deed or by a private contract. Any such transfer is not binding upon the Company or upon third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company, pursuant to article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

The Company may acquire its own shares with a view to their immediate cancellation.

Ownership of a share carries implicit acceptance of the Articles of Incorporation and of the resolutions validly adopted by the shareholder(s).

Art. 7. Increase and Reduction of Capital. The issued capital of the Company may be increased or reduced one or several times by a resolution of the shareholder(s) adopted in compliance with the quorum and majority rules set by the Articles of Incorporation or, as the case may be, by the Laws for any amendment of the Articles of Incorporation.

Art. 8. Incapacity, Death, Suspension of civil rights, Bankruptcy or Insolvency of a Shareholder. The incapacity, death, suspension of civil rights, bankruptcy, insolvency or any other similar event affecting the shareholder(s) does not put the Company into liquidation.

Chapter III. Managers, Auditors

Art. 9. Managers. The Company shall be managed by one or several managers who need not be shareholders themselves (the "Manager(s)").

If two (2) Managers are appointed, they shall jointly manage the Company.

If more than two (2) Managers are appointed, they shall form a board of managers (the "Board of Managers").

The Managers will be appointed by the shareholder(s), who will determine their number and the duration of their mandate. The Managers are eligible for re-appointment and may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholder(s).

The shareholder(s) may decide to qualify the appointed Managers as class A Managers (the "Class A Managers") or class B Managers (the "Class B Managers").

The shareholder(s) shall neither participate in nor interfere with the management of the Company.

Art. 10. Powers of the Managers. The Managers are vested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for accomplishing the Company's object.

All powers not expressly reserved by the Articles of Incorporation or by the Laws to the general meeting of shareholder(s) or to the auditor(s) shall be within the competence of the Managers.

Art. 11. Delegation of Powers - Representation of the Company. The Manager(s) may delegate special powers or proxies, or entrust determined permanent or temporary functions to persons or committees chosen by them.

The Company will be bound towards third parties by the individual signature of the sole Manager or by the joint signatures of any two Manager(s) if more than one Manager has been appointed.

However, if the shareholder(s) have qualified the Managers as Class A Managers or Class B Managers, the Company will only be bound towards third parties by the joint signatures of one Class A Manager and one Class B Manager.

The Company will further be bound towards third parties by the joint signatures or sole signature of any person to whom special power has been delegated by the Manager(s), but only within the limits of such special power.

Art. 12. Meetings of the Board of Managers. In case a Board of Managers is formed, the following rules shall apply:

The Board of Managers may appoint from among its members a chairman (the "Chairman"). It may also appoint a secretary, who need not be a Manager himself and who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Managers (the "Secretary").

The Board of Managers will meet upon call by the Chairman. A meeting of the Board of Managers must be convened if any two (2) of its members so require.

The Chairman will preside over all meetings of the Board of Managers, except that in his absence the Board of Managers may appoint another member of the Board of Managers as chairman pro tempore by majority vote of the Managers present or represented at such meeting.

Except in cases of urgency or with the prior consent of all those entitled to attend, at least three (3) calendar days' written notice of meetings of the Board of Managers shall be given in writing and transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text. Any such notice shall specify the time and the place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted. The notice may be waived by properly documented consent of each member of the Board of Managers. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a time schedule previously adopted by resolution of the Board of Managers.

The meetings of the Board of Managers shall be held in Luxembourg or at such other place as the Board of Managers may from time to time determine.

Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another Manager as his proxy. Any Manager may represent one or several members of the Board of Managers.

A quorum of the Board of Managers shall be the presence or representation of at least half (1/2) of the Managers holding office, provided that in the event that the Managers have been qualified as Class A Managers or Class B Managers, such quorum shall only be met if at least one (1) Class A Manager and one (1) Class B Manager are present or represented.

Decisions will be taken by a majority of the votes of the Managers present or represented at such meeting.

One or more Managers may participate in a meeting by conference call, videoconference or any other similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equivalent to a physical presence at the meeting.

A written decision, signed by all the Managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers which was duly convened and held. Such a decision may be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several Managers.

Art. 13. Resolutions of the Managers. The resolutions of the Manager(s) shall be recorded in writing.

The minutes of any meeting of the Board of Managers will be signed by the Chairman of the meeting and by the secretary (if any). Any proxies will remain attached thereto.

Copies or extracts of written resolutions or minutes, to be produced in judicial proceedings or otherwise, may be signed by the sole Manager or by any two (2) Managers acting jointly if more than one Manager has been appointed.

Art. 14. Management Fees and Expenses. Subject to approval by the shareholder(s), the Manager(s) may receive a management fee in respect of the carrying out of their management of the Company and may, in addition, be reimbursed for all other expenses whatsoever incurred by the Manager(s) in relation to such management of the Company or the pursuit of the Company's corporate object.

Art. 15. Conflicts of Interest. If any of the Managers of the Company has or may have any personal interest in any transaction of the Company, such Manager shall disclose such personal interest to the other Manager(s) and shall not consider or vote on any such transaction.

In case of a sole Manager it suffices that the transactions between the Company and its Manager, who has such an opposing interest, be recorded in writing.

The foregoing paragraphs of this Article do not apply if (i) the relevant transaction is entered into under fair market conditions and (ii) falls within the ordinary course of business of the Company.

No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the mere fact that any one or more of the Managers or any officer of the Company has a personal interest in, or is a manager, associate, member, shareholder, officer or employee of such other company or firm. Any person related as described above to any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be automatically prevented from considering, voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Art. 16. Managers' Liability - Indemnification. No Manager commits himself, by reason of his functions, to any personal obligation in relation to the commitments taken on behalf of the Company.

Manager(s) are only liable for the performance of their duties.

The Company shall indemnify any Manager, officer or employee of the Company and, if applicable, their successors, heirs, executors and administrators, against damages and expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been Manager(s), officer or employee of the Company, or, at the request of the Company, any other company of which the Company is a shareholder or creditor and by which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct. In the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by its legal counsel that the person to be indemnified is not guilty of gross negligence or misconduct. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which the persons to be indemnified pursuant to the Articles of Incorporation may be entitled.

Art. 17. Auditors. Except where according to the Laws, the Company's annual statutory and/or consolidated accounts must be audited by an approved statutory auditor, the business of the Company and its financial situation, including in particular its books and accounts, may, and shall in the cases provided by law, be reviewed by one or more statutory auditors who need not be shareholders themselves.

The statutory or approved statutory auditors, if any, will be appointed by the shareholder(s), which will determine the number of such auditors and the duration of their mandate. They are eligible for re-appointment. They may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholder(s), save in such cases where the approved statutory auditor may, as a matter of the Laws, only be removed for serious cause or by mutual agreement.

Chapter IV. Shareholders

Art. 18. Powers of the Shareholders. The shareholder(s) shall have such powers as are vested in them pursuant to the Articles of Incorporation and the Laws. The single shareholder carries out the powers bestowed on the general meeting of shareholders.

Any properly constituted general meeting of shareholders of the Company represents the entire body of shareholders.

Art. 19. Annual General Meeting. The annual general meeting of shareholders, of which one must be held where the Company has more than twenty-five (25) shareholders, will be held on first Wednesday of June at 11 a.m.

If such day is a day on which banks are not generally open for business in Luxembourg, the meeting will be held on the next following business day.

Art. 20. Other General Meetings. If the Company is composed of several shareholders, but no more than twenty-five (25) shareholders, resolutions of the shareholders may be passed in writing. Written resolutions may be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several shareholders. Should such written resolutions be sent by the Manager(s) to the shareholders for adoption, the shareholders are under the obligation to, within a time period of fifteen (15) calendar days from the dispatch of the text of the proposed resolutions, cast their written vote by returning it to the Company through any means of communication allowing for the transmission of a written text. The quorum and majority requirements applicable to the adoption of resolutions by the general meeting of shareholders shall *mutatis mutandis* apply to the adoption of written resolutions.

General meetings of shareholders, including the annual general meeting of shareholders will be held at the registered office of the Company or at such other place in the Grand Duchy of Luxembourg, and may be held abroad if, in the judgement of the Manager(s), which is final, circumstances of force majeure so require.

Art. 21. Notice of General Meetings. Unless there is only one single shareholder, the shareholders may also meet in a general meeting of shareholders upon issuance of a convening notice in compliance with the Articles of Incorporation or the Laws, by the Manager(s), subsidiarily, by the statutory auditor(s) (if any) or, more subsidiarily, by shareholders representing more than half (1/2) of the capital.

The convening notice sent to the shareholders will specify the time and the place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted at the relevant general meeting of shareholders. The agenda for a general meeting of shareholders shall also, where appropriate, describe any proposed changes to the Articles of Incorporation and, if applicable, set out the text of those changes affecting the object or form of the Company.

If all the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and if they state that they have been duly informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

Art. 22. Attendance - Representation. All shareholders are entitled to attend and speak at any general meeting of shareholders.

A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another person who need not be a shareholder himself, as a proxy holder.

Art. 23. Proceedings. Any general meeting of shareholders shall be presided over by the Chairman or by a person designated by the Manager(s) or, in the absence of such designation, by the general meeting of shareholders.

The Chairman of the general meeting of shareholders shall appoint a secretary.

The general meeting of shareholders shall elect one (1) scrutineer to be chosen from the persons attending the general meeting of shareholders.

The Chairman, the secretary and the scrutineer so appointed together form the board of the general meeting.

Art. 24. Vote. At any general meeting of shareholders other than a general meeting convened for the purpose of amending the Articles of Incorporation of the Company or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles of Incorporation, as the case may be, to the quorum and majority rules set for the amendment of the Articles of Incorporation, resolutions shall be adopted by shareholders representing more than half (1/2) of the capital. If such majority is not reached at the first meeting (or consultation in writing), the shareholders shall be convened (or consulted) a second time and resolutions shall be adopted, irrespective of the number of shares represented, by a simple majority of votes cast.

At any general meeting of shareholders, convened in accordance with the Articles of Incorporation or the Laws, for the purpose of amending the Articles of Incorporation of the Company or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles of Incorporation, the majority requirements shall be a majority of shareholders in number representing at least three quarters (3/4) of the capital.

Art. 25. Minutes. The minutes of the general meeting of shareholders shall be signed by the shareholders present and may be signed by any shareholders or proxies of shareholders, who so request.

The resolutions adopted by the single shareholder shall be documented in writing and signed by the single shareholder.

Copies or extracts of the written resolutions adopted by the shareholder(s) as well as of the minutes of the general meeting of shareholders to be produced in judicial proceedings or otherwise may be signed by the sole Manager or by any two (2) Managers acting jointly if more than one Manager has been appointed.

Chapter V. Financial year, Financial statements, Distribution of profits

Art. 26. Financial Year. The Company's financial year begins on the first day of January and ends on the last day of December of each year.

Art. 27. Adoption of Financial Statements. At the end of each financial year, the accounts are closed and the Manager (s) draw up an inventory of assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss account, in accordance with the Laws.

The annual statutory and/or consolidated accounts are submitted to the shareholder(s) for approval.

Each shareholder or its representative may peruse these financial documents at the registered office of the Company. If the Company is composed of more than twenty-five (25) shareholders, such right may only be exercised within a time period of fifteen (15) calendar days preceding the date set for the annual general meeting of shareholders.

Art. 28. Distribution of Profits. From the annual net profits of the Company, at least five per cent (5%) shall each year be allocated to the reserve required by law (the "Legal Reserve"). That allocation to the Legal Reserve will cease to be required as soon and as long as the Legal Reserve amounts to ten per cent (10%) of the issued capital of the Company.

After allocation to the Legal Reserve, the shareholder(s) shall determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of by allocating the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision, by carrying it forward to the next following financial year or by distributing it, together with carried forward profits, distributable reserves or share premium to the shareholder(s), each share entitling to the same proportion in such distributions.

Subject to the conditions (if any) fixed by the Laws and in compliance with the foregoing provisions, the Manager(s) may pay out an advance payment on dividends to the shareholders. The Manager(s) fix the amount and the date of payment of any such advance payment.

Chapter VI. Dissolution, Liquidation

Art. 29. Dissolution, Liquidation. The Company may be dissolved by a resolution of the shareholder(s) adopted by half of the shareholders holding three quarters (3/4) of the capital.

Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by the Manager(s) or such other persons (who may be physical persons or legal entities) appointed by the shareholder(s), who will determine their powers and their compensation.

After payment of all the debts of and charges against the Company, including the expenses of liquidation, the net liquidation proceeds shall be distributed to the shareholder(s) so as to achieve on an aggregate basis the same economic result as the distribution rules set out for dividend distributions.

Chapter VII. Applicable law

Art. 30. Applicable Law. All matters not governed by the Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the Laws, in particular the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Subscription and Payment

The Articles of Incorporation of the Company having thus been recorded by the notary, the Company's shares have been subscribed and the nominal value of these shares, as well as a share premium, as the case may be, has been one hundred per cent (100%) paid in cash as follows:

Shareholders	subscribed capital	number of shares	amount paid-in
KEDI Holdings S.à r.l.	EUR 12,500.-	1,250,000	EUR 12,500.-
Total:	EUR 12,500.-	1,250,000	EUR 12,500.-

The amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) was thus as from that moment at the disposal of the Company, evidence thereof having been submitted to the undersigned notary who states that the conditions provided for in article 183 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, have been observed.

Expenses

The amount of the costs, expenses, fees and charges, of any kind whatsoever, which are due from the Company or charged to it as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand euro (EUR 1,000.-).

Transitory provisions

The first financial year of the Company will begin on the date of formation of the Company and will end on the last day of December of 2012.

Shareholders resolutions

First resolution

The general meeting of shareholders resolved to establish the registered office at 59, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Second resolution

The general meeting of shareholders resolved to set at four (4) the number of Managers and further resolved to appoint the following for an unlimited duration:

- Mubashir Mukadam;
- Nathaniel Zilka;
- Wolfgang Zettel; and;
- Stefan Lambert.

The undersigned notary who knows and speaks English, stated that on request of the appearing party, the present deed has been worded in English followed by a French version; on request of the same party and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereupon the present deed was drawn up in Luxembourg by the undersigned notary, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, who is known to the undersigned notary by his surname, first name, civil status and residence, such person signed together with the undersigned notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille onze, le vingt-deuxième jour de novembre.

Pardevant Maître Edouard Delosch, notaire de résidence à Rambrouch, (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

KEDI Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), avec siège social au 59, rue de Rollingergrund, L-2440

Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en cours d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg,

représentée par Nicolas Gauzès, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé; laquelle procuration, signée par le mandataire et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte aux fins d'enregistrement.

Les statuts qui suivent ont ainsi été rédigés:

Chapitre I^{er}. Forme, Dénomination, Siège, Objet, Durée

Art. 1^{er}. Forme, Dénomination. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée (la «Société») régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, (les «Lois»), et par les présents statuts (les «Statuts»).

La Société peut comporter un associé unique, propriétaire de la totalité des parts sociales ou plusieurs associés, dans la limite de quarante (40) associés.

La Société adopte la dénomination «KEDI 1 Holdings S.à.r.l.»

Art. 2. Siège Social. Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg.

Le siège social peut être transféré à tout autre endroit de la ville de Luxembourg par une décision des Gérants.

Des succursales ou d'autres bureaux peuvent être établis soit au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger par décision des Gérants.

Dans l'hypothèse où les Gérants estiment que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social sont de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et l'étranger ou que de tels événements se sont produits ou sont imminents, la Société pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, demeurera régie par les Lois. Ces mesures provisoires seront prises et portées à la connaissance de tout intéressé par les Gérants.

Art. 3. Objet. La Société a pour objet l'acquisition, la détention et la cession de participations dans toute société et entreprise luxembourgeoise et/ou étrangère, ainsi que l'administration, la gestion et la mise en valeur de ces participations.

La Société peut fournir des prêts et financements sous quelque forme que ce soit ou consentir des garanties ou sûretés sous quelque forme que ce soit, au profit de sociétés et d'entreprises faisant partie du groupe de sociétés dont la Société fait partie.

La Société peut également investir dans l'immobilier, les droits de propriété intellectuelle ou tout autre actif mobilier ou immobilier sous quelque forme que ce soit.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit et procéder à l'émission privée d'obligations, de billets à ordre ou tout autre instrument de dettes ainsi que des bons de souscription ou tout autre droit de souscription d'actions.

D'une façon générale, la Société peut effectuer toute opération commerciale, industrielle ou financière qu'elle estime utile à l'accomplissement et au développement de son objet.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Elle peut être dissoute, à tout moment, par une résolution des associés, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises par les Lois ou par les Statuts, selon le cas, conformément à l'article 29 des Statuts.

Chapitre II. Capital, Parts sociales

Art. 5. Capital Émis. Le capital émis de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12,500,-) divisé en un million deux cent cinquante mille (1.250.000) parts sociales ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, celles-ci étant entièrement libérées.

Les droits et obligations inhérents aux parts sociales sont identiques sauf stipulation contraire des Statuts ou des Lois.

En plus du capital émis, un compte prime d'émission peut être établi sur lequel seront transférées toutes les primes d'émission payées sur les parts sociales en plus de la valeur nominale. Le solde de ce compte prime d'émission peut être utilisé pour régler le prix des parts sociales que la Société a rachetées à ses associés, pour compenser toute perte nette réalisée, pour distribuer des dividendes aux associés ou pour affecter des fonds à la réserve légale.

Art. 6. Parts Sociales. Chaque part sociale donne droit à une voix.

Chaque part sociale est indivisible à l'égard de la Société.

Les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un représentant commun désigné ou non parmi eux.

Lorsque la Société ne compte qu'un seul associé, celui-ci peut librement céder ses parts sociales.

Lorsque la Société compte plusieurs associés, les parts sociales sont librement cessibles entre eux et les parts sociales ne peuvent être cédées à des non-associés qu'avec l'autorisation des associés représentant au moins trois quart du capital social.

La cession de parts sociales doit être constatée par acte notarié ou par acte sous seing privé. Une telle cession n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après avoir été dûment notifiée à la Société ou acceptée par elle conformément à l'article 1690 du code civil luxembourgeois.

La Société peut acquérir ses propres parts sociales en vue de leur annulation immédiate.

La propriété d'une part sociale emporte de plein droit acceptation des Statuts de la Société et des décisions valablement adoptées par les associés.

Art. 7. Augmentation et Réduction du Capital. Le capital émis de la Société peut être augmenté ou réduit, en une ou plusieurs fois, par une résolution des associés adoptée aux conditions de quorum et de majorité requises par les Statuts ou, le cas échéant, par les Lois pour toute modification des Statuts.

Art. 8. Incapacité, Décès, Suspension des droits civils, Faillite ou Insolvabilité d'un Associé. L'incapacité, le décès, la suspension des droits civils, la faillite, l'insolvabilité ou tout autre événement similaire affectant un associé n'entraîne pas la mise en liquidation de la Société.

Chapitre III. Gérants, Commissaires

Art. 9. Gérants. La Société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants qui n'ont pas besoin d'être associés (les «Gérants»).

Si deux (2) Gérants sont nommés, ils géreront conjointement la Société.

Si plus de deux (2) Gérants sont nommés, ils formeront un conseil de gérance (le «Conseil de Gérance»).

Les Gérants seront nommés par les associés, qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat. Les Gérants peuvent être renommés et peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution des associés.

Les associés pourront qualifier les gérants nommés de Gérants de catégorie A (les «Gérants de Catégorie A») ou Gérants de catégorie B (les «Gérants de Catégorie B»).

Les associés ne participeront ni ne s'immisceront dans la gestion de la Société.

Art. 10. Pouvoirs des Gérants. Les Gérants sont investis des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la Société.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par les Statuts ou par les Lois aux associés relèvent de la compétence des Gérants.

Art. 11. Délégation de Pouvoirs - Représentation de la Société. Les Gérants peuvent déléguer des pouvoirs ou des mandats spéciaux, ou confier des fonctions permanentes ou temporaires à des personnes ou des comités de leur choix.

La Société sera engagée vis-à-vis des tiers par la signature individuelle du Gérant unique ou par la signature conjointe de deux Gérants si plus d'un Gérant a été nommé.

Toutefois, si les associés ont qualifié les Gérants de Gérants de Catégorie A et Gérants de Catégorie B, la Société ne sera engagée vis-à-vis des tiers que par la signature conjointe d'un Gérant de Catégorie A et d'un Gérant de Catégorie B.

La Société sera également engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe ou par la signature individuelle de toute personne à qui ce pouvoir de signature aura été délégué par les Gérants, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 12. Réunions du Conseil de Gérance. Dans l'hypothèse où un Conseil de Gérance est formé, les règles suivantes s'appliqueront:

Le Conseil de Gérance peut nommer parmi ses membres un président (le «Président»). Il peut également nommer un secrétaire qui n'a pas besoin d'être lui-même Gérant et qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux du Conseil de Gérance (le «Secrétaire»).

Le Conseil de Gérance se réunira sur convocation du Président. Une réunion du Conseil de Gérance doit être convoquée si deux (2) de ses membres le demandent.

Le Président présidera toutes les réunions du Conseil de Gérance, mais en son absence le Conseil de Gérance désignera un autre membre du Conseil de Gérance comme président pro tempore par un vote à la majorité des Gérants présents ou représentés à cette réunion.

Sauf en cas d'urgence ou avec l'accord préalable de tous ceux qui ont le droit d'y assister, une convocation écrite devra être transmise, trois (3) jours calendaires au moins avant la date prévue pour la réunion du Conseil de Gérance, par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit. La convocation indiquera la date, l'heure et le lieu de la réunion ainsi que l'ordre du jour et la nature des affaires à traiter. Il pourra être renoncé à cette convocation par un accord correctement consigné de chaque membre du Conseil de Gérance. Aucune convocation spéciale ne sera requise pour les réunions se tenant à des dates et des lieux déterminés préalablement par une résolution adoptée par le Conseil de Gérance.

Les réunions du Conseil de Gérance se tiendront à Luxembourg ou à tout autre endroit que le Conseil de Gérance pourra déterminer de temps à autre.

Tout Gérant peut se faire représenter aux réunions du Conseil de Gérance en désignant par un écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un autre Gérant comme son mandataire. Tout Gérant peut représenter un ou plusieurs membres du Conseil de Gérance.

Le Conseil de Gérance ne pourra valablement délibérer que si au moins la moitié (1/2) des Gérants en fonction est présente ou représentée, sous réserve que dans l'hypothèse où des Gérants de Catégorie A ou des Gérants de Catégorie B ont été désignés, ce quorum ne sera atteint que si au moins un Gérant de Catégorie A et un Gérant de Catégorie B sont présents ou représentés.

Les décisions seront prises à la majorité des voix des Gérants présents ou représentés à cette réunion.

Un ou plusieurs Gérants peuvent prendre part à une réunion par conférence téléphonique, visioconférence ou tout autre moyen de communication similaire permettant ainsi à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément les unes avec les autres. Une telle participation sera considérée équivalente à une présence physique à la réunion.

Une décision écrite, signée par tous les Gérants, est régulière et valable de la même manière que si elle avait été adoptée à une réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée et tenue. Une telle décision pourra être consignée dans un seul ou plusieurs écrits séparés ayant le même contenu et signé par un ou plusieurs Gérants.

Art. 13. Résolutions des Gérants. Les résolutions des Gérants doivent être consignées par écrit.

Les procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance seront signés par le Président de la réunion et par le Secrétaire (s'il y en a). Les procurations y resteront annexées.

Les copies ou les extraits des résolutions écrites ou les procès-verbaux, destinés à être produits en justice ou ailleurs, pourront être signés par le Gérant unique ou par deux Gérants agissant conjointement si plus d'un Gérant a été nommé.

Art. 14. Rémunération et Dépenses. Sous réserve de l'approbation des associés, les Gérants peuvent recevoir une rémunération pour leur gestion de la Société et peuvent, de plus, être remboursés de toutes les dépenses qu'ils auront exposées en relation avec la gestion de la Société ou la poursuite de l'objet social de la Société.

Art. 15. Conflits d'Intérêt. Si un ou plusieurs Gérants a ou pourrait avoir un intérêt personnel dans une transaction de la Société, ce Gérant devra en aviser les autres Gérants et il ne pourra ni prendre part aux délibérations ni émettre un vote sur une telle transaction.

Dans l'hypothèse d'un Gérant unique, il est seulement fait mention dans un procès-verbal des opérations intervenues entre la Société et son Gérant ayant un intérêt opposé à celui de la Société.

Les dispositions des alinéas qui précèdent ne sont pas applicables lorsque (i) l'opération en question est conclue à des conditions normales et (ii) si elle tombe dans le cadre des opérations courantes de la Société.

Aucun contrat ni autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou entreprises ne sera affecté ou invalidé par le simple fait qu'un ou plusieurs Gérants ou tout fondé de pouvoir de la Société y a un intérêt personnel, ou est gérant, collaborateur, membre, associé, fondé de pouvoir ou employé d'une telle société ou entreprise. Toute personne liée de la manière décrite ci-dessus, à une société ou entreprise, avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en relations d'affaires, ne devra pas en raison de cette affiliation à cette société ou entreprise, être automatiquement empêchée de délibérer, de voter ou d'agir autrement sur une opération relative à de tels contrats ou transactions.

Art. 16. Responsabilité des Gérants - Indemnisation. Les Gérants n'engagent pas leur responsabilité personnelle lorsque, dans l'exercice de leurs fonctions, ils prennent des engagements pour le compte de la Société.

Les Gérants sont uniquement responsables de l'accomplissement de leurs devoirs.

La Société indemnifiera tout Gérant, fondé de pouvoir ou employé de la Société et, le cas échéant, leurs successeurs, leurs héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de biens pour tous dommages qu'ils ont à payer et tous frais raisonnables qu'ils auront encourus par suite de leur comparution en tant que défendeurs dans des actions en justice, des procès ou des poursuites judiciaires qui leur auront été intentés de par leurs fonctions actuelles ou anciennes de Gérant (s), de fondé de pouvoir ou d'employé de la Société, ou à la demande de la Société, de toute autre société dans laquelle la Société est actionnaire ou créancier et dans laquelle ils n'ont pas droit à indemnisation, exception faite des cas où leur responsabilité est engagée pour négligence grave ou mauvaise gestion. En cas d'arrangement transactionnel, l'indemnisation ne portera que sur les questions couvertes par l'arrangement transactionnel et dans ce cas seulement si la Société reçoit confirmation par son conseiller juridique que la personne à indemniser n'est pas coupable de négligence grave ou mauvaise gestion. Ce droit à indemnisation n'est pas exclusif d'autres droits auxquels les personnes susnommées pourraient prétendre en vertu des Statuts.

Art. 17. Commissaires. Sauf lorsque, conformément aux Lois, les comptes annuels et/ou les comptes consolidés de la Société doivent être vérifiés par un réviseur d'entreprises agréé, les affaires de la Société et sa situation financière, en particulier ses documents comptables, peuvent et devront, dans les cas prévus par la loi, être contrôlés par un ou plusieurs commissaires qui n'ont pas besoin d'être eux-mêmes associés.

Le(s) commissaire(s) ou réviseur(s) d'entreprises agréé(s) seront, le cas échéant, nommés par les associés qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat. Leur mandat peut être renouvelé. Ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution des associés sauf dans les cas où le réviseur d'entreprises agréé peut seulement, par dispositions des Lois, être révoqué pour motifs graves ou d'un commun accord.

Chapitre IV. Des associés

Art. 18. Pouvoirs des Associés. Les associés exercent les pouvoirs qui leur sont dévolus par les Statuts et les Lois. Si la Société ne compte qu'un seul associé, celui-ci exerce les pouvoirs conférés par les Lois à l'assemblée générale des associés.

Toute assemblée générale des associés régulièrement constituée représente l'ensemble des associés.

Art. 19. Assemblée Générale Annuelle des Associés. L'assemblée générale annuelle des associés, qui doit se tenir au cas où la Société a plus de vingt-cinq (25) associés, aura lieu le premier mercredi de juin à 11 heures.

Si ce jour n'est pas généralement un jour bancaire ouvrable à Luxembourg, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 20. Autres Assemblées Générales. Si la Société compte plusieurs associés, dans la limite de vingt-cinq (25) associés, les résolutions des associés peuvent être prises par écrit. Les résolutions écrites peuvent être constatées dans un seul ou plusieurs documents ayant le même contenu, signés par un ou plusieurs associés. Dès lors que les résolutions à adopter ont été envoyées par les Gérants aux associés pour approbation, les associés sont tenus, dans un délai de quinze (15) jours calendaires suivant la réception du texte de la résolution proposée, d'exprimer leur vote par écrit en le retournant à la Société par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit. Les exigences de quorum et de majorité imposées pour l'adoption de résolutions par l'assemblée générale s'applique mutatis mutandis à l'adoption de résolutions écrites.

Les assemblées générales des associés, y compris l'assemblée générale annuelle des associés, se tiendra au siège social de la Société ou à tout autre endroit au Grand-Duché de Luxembourg, et pourra se tenir à l'étranger, chaque fois que des circonstances de force majeure, appréciées souverainement par les Gérants, le requièrent.

Art. 21. Convocation des Assemblées Générales. A moins qu'il n'y ait qu'un associé unique, les associés peuvent aussi se réunir en assemblées générales, conformément aux conditions fixées par les Statuts ou les Lois, sur convocation des Gérants, subsidiairement, du commissaire (s'il y en existe), ou plus subsidiairement, des associés représentant plus de la moitié (1/2) du capital social émis.

La convocation envoyée aux associés indiquera la date, l'heure et le lieu de l'assemblée générale ainsi que l'ordre du jour et la nature des affaires à traiter lors de l'assemblée générale des associés. L'ordre du jour d'une assemblée générale d'associés doit également, si nécessaire, indiquer toutes les modifications proposées des Statuts et, le cas échéant, le texte des modifications relatives à l'objet social ou à la forme de la Société.

Si tous les associés sont présents ou représentés à une assemblée générale des associés et s'ils déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

Art. 22. Présence - Représentation. Tous les associés sont en droit de participer et de prendre la parole à toute assemblée générale des associés.

Un associé peut désigner par écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un mandataire qui n'a pas besoin d'être lui-même associé.

Art. 23. Procédure. Toute assemblée générale des associés est présidée par le Président ou par une personne désignée par les Gérants, ou, faute d'une telle désignation par les Gérants, par une personne désignée par l'assemblée générale des associés.

Le Président de l'assemblée générale des associés désigne un secrétaire.

L'assemblée générale des associés élit un (1) scrutateur parmi les personnes participant à l'assemblée générale des associés.

Le Président, le secrétaire et le scrutateur ainsi désignés forment ensemble le bureau de l'assemblée générale.

Art. 24. Vote. Lors de toute assemblée générale des associés autre qu'une assemblée générale convoquée en vue de la modification des Statuts de la Société ou du vote de résolutions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées pour toute modification des Statuts, les résolutions seront adoptées par les associés représentant plus de la moitié (1/2) du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte sur première convocation (ou consultation par écrit), les associés seront de nouveau convoqués (ou consultés) et les résolutions seront adoptées à la majorité simple, indépendamment du nombre de parts sociales représentées.

Lors de toute assemblée générale des associés, convoquée conformément aux Statuts ou aux Lois, en vue de la modification des Statuts de la Société ou du vote de résolutions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées pour toute modification des Statuts, la majorité exigée sera d'au moins la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts (3/4) du capital.

Art. 25. Procès-Verbaux. Les procès-verbaux des assemblées générales doivent être signés par les associés présents et peuvent être signés par tous les associés ou mandataires d'associés qui en font la demande.

Les résolutions adoptées par l'associé unique seront établies par écrit et signées par l'associé unique.

Les copies ou extraits des résolutions écrites adoptées par les associés, ainsi que les procès-verbaux des assemblées générales à produire en justice ou ailleurs sont signés par le Gérant unique ou par deux Gérants au moins agissant conjointement dès lors que plus d'un Gérant aura été nommé.

Chapitre V. Exercice social, Comptes annuels, Distribution des bénéfices

Art. 26. Exercice Social. L'exercice social de la Société commence le 1^{er} janvier et s'achève le dernier jour de décembre de chaque année.

Art. 27. Approbation des Comptes Annuels. A la clôture de chaque exercice social, les comptes sont arrêtés et les Gérants dressent l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif ainsi que le compte de résultat conformément aux Lois.

Les comptes annuels et/ou les comptes consolidés sont soumis aux associés pour approbation.

Tout associé ou son mandataire peut prendre connaissance des documents comptables au siège social de la Société. Si la Société compte plus de vingt-cinq (25) associés, ce droit ne pourra être exercé que dans les quinze (15) jours calendaires qui précèdent l'assemblée générale annuelle des associés.

Art. 28. Distribution des Bénéfices. Sur les bénéfices nets de la Société, il sera prélevé au moins cinq pour cent (5 %) qui seront affectés, chaque année, à la réserve légale (la «Réserve Légale»), conformément à la loi. Cette affectation à la Réserve Légale cessera d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la Réserve Légale atteindra dix pour cent (10%) du capital émis de la Société.

Après affectation à la Réserve Légale, les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets. Ils peuvent décider de verser la totalité ou une partie du solde à un compte de réserve ou de provision, en le reportant à nouveau ou en le distribuant avec les bénéfices reportés, les réserves distribuables ou les primes d'émission, aux associés, chaque part sociale donnant droit à une même proportion dans ces distributions.

Sous réserve des conditions (s'il y en a) fixées par les Lois et conformément aux dispositions qui précèdent, les Gérants peuvent procéder au versement d'un acompte sur dividendes aux associés. Les Gérants détermineront le montant ainsi que la date de paiement de tels acomptes.

Chapitre VI. Dissolution, Liquidation

Art. 29. Dissolution, Liquidation. La Société peut être dissoute par une décision prise par la moitié des associés possédant les trois quarts (3/4) du capital social.

En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera réalisée par les Gérants ou toute autre personne (qui peut être une personne physique ou une personne morale) nommée par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Après paiement de toutes les dettes et charges de la Société, et de tous les frais de liquidation, le boni net de liquidation sera réparti équitablement entre le(s) associé(s) de manière à atteindre le même résultat économique que celui fixé par les règles relatives à la distribution de dividendes.

Chapitre VII. Loi applicable

Art. 30. Loi Applicable. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les Statuts seront réglées conformément aux Lois, en particulier à la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Souscription et Paiement

Les Statuts de la Société ont donc été enregistrés par le notaire, les parts sociales de la Société ont été souscrites et la valeur nominale de ces parts sociales, de même que la prime d'émission, le cas échéant a été payée à cent pour cent (100%) en espèces ainsi qu'il suit:

Associés	Capital souscrit	nombre de parts sociales	montant libéré
KEDI Holdings S.à r.l.	EUR 12.500,-	1.250.000	EUR 12.500,-
Total:	EUR 12.500,-	1.250.000	EUR 12.500,-

Le montant de douze mille cinq cents euro (EUR 12,500.-) est donc à ce moment à la disposition de la Société, preuve en a été faite au notaire soussigné qui constate que les conditions prévues par l'article 183 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ont été observées.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la Société en raison de sa constitution sont estimés à environ mille euros (EUR 1.000,-).

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commencera à la date de constitution de la Société et s'achèvera le dernier jour de décembre 2012.

*Assemblée générale extraordinaire
Première résolution*

L'assemblée générale des associés a décidé d'établir le siège social à 59, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg.

Deuxième résolution

L'assemblée générale des associés a décidé de fixer à quatre (4) le nombre de Gérants et a décidé de plus de nommer les personnes suivantes pour une période indéterminée:

- Mubashir Mukadam;
- Nathaniel Zilka;
- Wolfgang Zettel;
- Stefan Lambert.

Le notaire soussigné qui connaît et parle la langue anglaise, a déclaré par la présente qu'à la demande de la partie comparante, le présent acte a été rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française; à la demande de la même partie comparante et en cas de divergences entre les textes anglais et français, le texte anglais primera.

Dont acte fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, connu du notaire soussigné par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec le notaire soussigné, le présent acte.

Signé: N. Gauzès, DELOSCH.

Enregistré à Redange/Attert, le 23 novembre 2011. Relation: RED/2011/2512. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé): KIRSCH.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Rambrouch, le 23 novembre 2011.

Référence de publication: 2011177738/604.

(110207810) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2011.

Yennora S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 70.759.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012000264/10.

(110211495) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2011.

Zulia S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1227 Luxembourg, 3, rue Belle-Vue.

R.C.S. Luxembourg B 85.310.

Les comptes annuels au 31/12/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.
EASIT SA
Signature

Référence de publication: 2012000265/12.

(110211168) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2011.

Sherleny Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.
R.C.S. Luxembourg B 112.339.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012000237/10.

(110211490) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2011.

Société Financière Générale, Société Anonyme.

Siège social: L-1227 Luxembourg, 3, rue Belle-Vue.
R.C.S. Luxembourg B 153.662.

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.
EASIT SA
Signature

Référence de publication: 2012000239/12.

(110211167) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2011.

Testa Daniele Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3330 Crauthem, 16, rue Emile Barthel.
R.C.S. Luxembourg B 138.940.

Le bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

NOUVELLE FIDUCIAIRE REISERBANN SARL
32A, rue Meckenheck
L-3321 BERCHEM
Signature

Référence de publication: 2012000247/13.

(110211672) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2011.

Toiture Moderne N.E. Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7737 Colmar-Berg, Zone Industrielle Jean Piret.
R.C.S. Luxembourg B 111.833.

L'an deux mille onze, le quinze décembre.

Pardevant le soussigné Fernand UNSEN, notaire de résidence à Diekirch,

Ont comparu:

Monsieur Fred WEBER, maître couvreur-ferblantier-charpentier, né à Ettelbruck le 20 octobre 1949, matricule n° 1949 10 20 213, demeurant à L-9122 Schieren, 9, rue de la Gare.

Lesquel comparant a, par les présentes déclaré céder et transporter sous les garanties ordinaires et de droit à Monsieur Jean SCHUMACHER, maître-charpentier, né à Luxembourg le 27 septembre 1983, matricule n° 1983 09 27 231, demeurant à L-7714 Colmar-Berg, 12, rue des Ardennes,

quarante-six (46) parts sociales de la société à responsabilité limitée "TOITURE MODERNE N.E. S.à.r.l.", avec siège social à L-7737 Colmar-Berg, Zone Industrielle Jean Piret, constituée par acte du notaire Frank Molitor, de résidence à Dudelange en date du 10 novembre 2005, publié au Memorial C, le 16 février 2006, numéro 348, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B111833,

pour le prix de onze mille cinq cents (11.500 €) euros.

Le prix de cession a été payé avant la passation des présentes, ce dont quittance.

Les parts cédées ne sont représentées par aucun titre.

Le cessionnaire sera propriétaire des parts cédées à partir de ce jour et il aura droit aux revenus et bénéfices dont elles seront productives à partir de ce jour. Il sera subrogé dans tous les droits et obligations attachés aux parts cédées.

A l'instant, Monsieur Laurent Mehlen, maître ferblantier-couvreur, demeurant à Ingeldorf, en sa qualité de seul autre associé de la prédite société, déclare accepter la présente cession à Monsieur Jean Schumacher, prénommé.

Messieurs Fred Weber, prénommé, et Laurent Mehlen, prénommé, en leur qualité de gérants de la société déclarent accepter la présente cession au nom de la société, conformément à l'article 1690 du code civil.

Les frais des présentes sont à la charge de la société "TOITURE MODERNE N.E. S.à.r.l."

A la suite de cette cession les associés requièrent le notaire d'acter ainsi qu'il suit leurs résolutions prises sur ordre du jour conforme.

Première résolution.

Les associés décident de modifier l'article 5 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

" **Art. 5.** Le capital social est fixé à vingt-cinq mille euros, représenté par cent (100) parts sociales de deux cent cinquante euros chacune. Ces parts ont été souscrites comme suit par:

1. Monsieur Fred WEBER, prénommé, six parts sociales	6
2. Monsieur Laurent MEHLEN, prénommé, quarante-huit parts sociales	48
3. Monsieur Jean SCHUMACHER, prénommé, quarante-six parts sociales	<u>46</u>
Total: cent parts sociales	100

Deuxième résolution.

Les associés acceptent la démission de Monsieur Fred Weber, prénommé, comme gérant de la société et lui donnent décharge.

Est nommé, nouveau gérant Monsieur Jean Schumacher, prénommé.

La société est valablement engagée par la signature conjointe des deux gérants, Messieurs Laurent Mehlen et Jean Schumacher.

Dont acte, fait et passé à Diekirch en l'étude, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée, les comparants ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Weber, Mehlen, Schumacher, F. Unsen.

Enregistré à Diekirch, le 16 décembre 2011. Relation: DIE /2011 /12088. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Tholl.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée à la demande de la société.

Diekirch, le 27 décembre 2011.

Fernand UNSEN.

Référence de publication: 2012000248/52.

(110210909) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2011.

Zulia S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1227 Luxembourg, 3, rue Belle-Vue.

R.C.S. Luxembourg B 85.310.

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

EASIT SA

Signature

Référence de publication: 2012000266/12.

(110211169) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2011.

aec-pro s.a., Société Anonyme.

Siège social: L-5280 Sandweiler, Zone Industrielle Rolach.

R.C.S. Luxembourg B 116.542.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 29 décembre 2011.

Pour copie conforme

Référence de publication: 2012000269/11.

(110211639) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2011.

interRent, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2610 Luxembourg, 88, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 10.010.

Le bilan au 31 décembre 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012000273/9.

(110212208) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2011.

rovo s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3926 Mondercange, 27, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 108.282.

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30/12/2011.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2012000274/12.

(110212610) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2011.

A & T SA, Société Anonyme.

Siège social: L-9905 Troisvierges, 8, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 91.738.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Troisvierges.

Référence de publication: 2012000275/10.

(110211899) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2011.

A fleur de peau, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1741 Luxembourg, 83, rue de Hollerich.

R.C.S. Luxembourg B 124.983.

Assemblée générale extraordinaire du 7 décembre 2011

Ordre du jour: 1. Changement d'adresse du gérant technique

Après présentation et acceptation de l'ordre du jour tel que proposé, l'assemblée générale extraordinaire prend la résolution unique suivante à l'unanimité:

Résolution unique:

Madame Cindy Catherine RIES, commerçante, changement d'adresse privé au L-6490 Echternach, 16, route de Wasserbillig.

Pour la société

Cindy Catherine RIES

Référence de publication: 2012000276/16.

(110212699) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2011.

A Guddesch, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7593 Beringen, 1, Am Kaesch.
R.C.S. Luxembourg B 141.080.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012000277/10.

(110211964) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2011.

A.L.S. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 11, rue Adolphe.
R.C.S. Luxembourg B 135.726.

Les comptes annuels au 31. Décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société
Signature

Référence de publication: 2012000278/11.

(110212980) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2011.

Abrias, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 1, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 84.782.

Le Conseil d'Administration du 30 novembre 2011 prend note de la démission de Benoît Paquay en tant qu'administrateur avec effet immédiat.

Référence de publication: 2012000279/9.

(110212693) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2011.

Administration et Gestion Immobilière, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 123, rue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 90.493.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012000280/9.

(110212181) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2011.

Allianz Infrastructure Luxembourg I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 14, boulevard F.D. Roosevelt.
R.C.S. Luxembourg B 157.276.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012000283/9.

(110211625) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2011.

Almus S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.
R.C.S. Luxembourg B 100.788.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2012000284/11.

(110212975) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2011.

Arno Glass, Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 116.204.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012000286/9.

(110213145) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2011.

Autodistribution Losch S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1818 Howald, 5, rue des Joncs.

R.C.S. Luxembourg B 123.152.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012000287/9.

(110212314) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2011.

Autodistribution Losch S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1818 Howald, 5, rue des Joncs.

R.C.S. Luxembourg B 123.152.

Le bilan au 31 décembre 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012000288/9.

(110212318) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2011.

Autodistribution Losch S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1818 Howald, 5, rue des Joncs.

R.C.S. Luxembourg B 123.152.

Le bilan au 31 décembre 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012000289/9.

(110212321) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2011.

Mycelium S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1645 Luxembourg, 6, Montée du Grund.

R.C.S. Luxembourg B 165.571.

STATUTES

In the year two thousand and eleven, on the eighth of December.

Before Maître Joëlle Baden, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

there appeared:

Mr Gerd Schneider, born on 17 November 1965 in Kaiserslautern, Germany, residing at 25, Montée de Clausen, L-1343 Luxembourg;

here duly represented by Mr Frank Stolz-Page, private employee, residing professionally in Luxembourg,

by virtue of a proxy with power of substitution given under private seal in Luxembourg on 8 December 2011.

The proxy, after signature ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to this document to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, represented as stated above, has requested the notary to state as follows the articles of incorporation of a société anonyme:

Art. 1. Name. There exists a company in the form of a société anonyme under the name of "Mycelium S.A." (hereinafter the "Company").

Art. 2. Registered office.

- (1) The registered office of the Company is established in Luxembourg-City.
- (2) Branches, subsidiaries, or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a decision of the board of directors.
- (3) If the board of directors determines that extraordinary political, economic, social or military events have occurred or are imminent which would render impossible the normal activities of the Company at its registered office or the communication between such registered office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a Luxembourg company.

Art. 3. Duration.

- (1) The Company is established for an unlimited period.
- (2) The Company may be dissolved at any moment by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation.

Art. 4. Purpose.

- (1) The purpose of the Company is the acquisition, the holding and the assignment, as well as the licensing and the sub-licensing of all kinds of intellectual property rights, including without limitation, trademarks, patents, copyrights and licenses of all kinds.
- (2) The Company may act as licensor or licensee and it may carry out all operations which may be useful or necessary to manage, develop and profit from its portfolio of intellectual property rights.
- (3) The purpose of the Company is also the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.
- (4) The Company may further guarantee, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

Art. 5. Share capital.

- (1) The subscribed share capital of the Company is fixed at one hundred thousand euro (EUR 100,000) represented by ten thousand (10,000) class A shares without designation of a nominal value (class A shares).
- (2) The share capital of the Company may at any time be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation.
- (3) The shareholders shall have pre-emptive rights to subscribe to any increase of share capital of the Company on a pro rata basis.
- (4) During the period of five (5) years from the date of publication in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of the deed of incorporation dated 8 December 2011, the board of directors is hereby authorized to issue voting class A shares and/or non-voting class B preference shares (non-voting class B preference shares) in the sense of article 44 of the Law of 10th August 1915 regarding commercial companies, as amended (Law of 1915), up to an additional one hundred thousand Euro (EUR 100,000), represented by ten thousand (10,000) class A and/or non-voting class B preference shares, and to grant options to subscribe for such shares. The non-voting class B preference shares may in any case not represent more than half of the corporate capital of the Company, as amended from time to time.
- (5) The board of directors is authorized to determine the conditions attached to any subscription for the new class A shares and/or non-voting class B preference shares from time to time. The board of directors is also authorized to issue such shares without the shareholders having any preferential subscription rights.
- (6) The period or extent of this authority may be extended by resolutions of the shareholders in general meeting, from time to time, in the manner required for amendment of these articles of incorporation.
- (7) The board of directors may delegate to any duly authorized officer of the Company, or to any other duly authorized person, the power of accepting, subscription and receiving payment for shares representing part or all of such increased amount of capital.
- (8) The Company may, to the extent and under the terms permitted by law, redeem its own shares.

Art. 6. Form of shares.

- (1) All shares of the Company shall be issued in bearer or registered form.
- (2) The registered shares shall be entered in the register of shares which shall be kept by the Company or by one or more persons designated therefore by the Company, and such register shall contain the name of each owner of shares, his address and the number of shares held by him.

(3) The inscription of the shareholder's name in the register of shares evidences his right of ownership of such shares in registered form. A certificate shall be delivered upon request to the shareholder. Such certificate shall be signed by two members of the board of directors. The signatures shall be either manual, printed or in facsimile.

(4) Any transfer of shares shall be recorded in the register of shares by delivery to the Company of an instrument of transfer satisfactory to the Company, or by a written declaration of transfer to be inscribed in the register of shares, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act accordingly and, each time, together with the delivery of the relevant certificate, if issued. Such inscription shall be signed by two members of the board of directors or by one or several persons duly authorised therefore by the board of directors.

(5) Any transfer of non-voting class B preference shares to any shareholder or any third party requires a preliminary written consent of the board of directors of the Company.

(6) All shareholders shall provide the Company with an address to which all notices and announcements should be sent. In case of registered shares such address will also be entered into the register of shares.

(7) In the event that a shareholder does not provide a deliverable address, the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company until another address shall be provided to the Company by such shareholder. A shareholder may, at any time, change his address by means of a written notification to the Company at its registered office.

(8) The Company recognises only one single owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the title of ownership to such share(s) is divided, split or disputed, all persons claiming a right to such share(s) have to appoint one single attorney to represent such share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of all rights attached to such share(s).

Art. 7. Rights of non-voting class B preference shares. The non-voting class B preference shares are subject to the following rights and obligations:

(1) The non-voting class B preference shares are registered shares and may only be transferred in accordance with the provisions set out in these articles of incorporation.

(2) The holders of non-voting class B preference shares shall only be entitled to vote in every general meeting called upon to decide about matters listed in article 46 of the Law of 1915.

(3) The holders of non-voting class B preference shares will receive a fixed annual preferred dividend, consisting of the amount of the par value of the shares plus seven percent (7 %) thereof.

(4) The non-voting class B preference shares confer a preferential right to the reimbursement of the contribution.

Art. 8. Tag-along/drag-along rights.

(1) If any shareholder or group of shareholders holding more than 66% of the shares of the Company (the "Selling Holder(s)") –subject to the fulfilment of all other conditions referring to the transfer of shares (such as but not limited to pre-emption rights)–, propose a transfer to any person (collectively the "Drag-Along Transferee") in a bona fide arm's length transaction or series of transactions (including by way of a purchase agreement, tender offer, merger or other business combination transaction or otherwise) of the total amount of shares held by such Selling Holder(s) at date thereof (an "Exit Sale"), then the Selling Holder(s) may elect to require each (but not fewer than each) other shareholder to transfer, as a part of the Exit Sale, to such Drag-Along Transferee at the purchase price and upon the other terms and subject to the conditions of the Exit Sale, all of the shares owned by such other shareholder(s). The conditions of the Exit Sale must be set forth to the Drag-Along Transferor(s) in a written "Drag-Along Notice", in the case of registered shares to the address marked in the register, in the case of bearer shares to any other filed address. A Drag-Along Notice is to be considered as delivered to its addressee within three (3) working days, except if he has received it already earlier. The applicable conditions of the Exit Sale are those that were at last made properly known to the Drag-Along Transferor.

(1bis) Within five (5) business days from the reception of any Drag-Along Notice the Drag-Along Transferee(s) shall jointly have the right to request to acquire all of the shares of the Selling Holders at the same conditions, as described in the Drag-Along Notice.

(2) If any majority shareholder(s), holding more than 51% of the common shares of the Company (the "Majority Shareholder(s)") proposes to transfer shares all his shares, whether in one transaction or in a series of related transactions, he can give written notice (a "Tag-Along Notice") to each other shareholder (the "Tag-Along Transferee(s)"), of such proposed transfer (the "Tag-Along Transfer") in form of a "Tag-Along Notice", in the case of registered shares to the postal address registered in the register, in the case of bearer shares to the filed address. A Tag-Along Notice is to be considered as delivered to its addressee within three (3) working days, except if he has received it already earlier.

(2bis) The Tag-Along Notice must set forth in reasonable detail the terms and conditions of such Tag-Along Transfer, including the proposed amount and form of consideration, terms and conditions of payment and a summary of any other material terms pertaining to the Tag-Along Transfer. In the event that the terms and/or conditions set forth in the Tag-Along Notice are thereafter amended in any respect, the Majority Shareholder(s) shall give written notice of the amended terms and conditions of the proposed Tag-Along Transfer to each Tag-Along Transferor in the form of an amended Tag-Along Notice. The Majority Shareholder(s) shall provide additional information with respect to the proposed Tag-Along Transfer as reasonably requested by the Tag-Along Transferees.

(2ter) Any Tag-Along Transferor shall have the right, exercisable upon written notice to the Majority Holder(s) within twenty (20) days after receipt of the Tag-Along Notice, or within seven (7) days of such receipt of the most recent amended Tag-Along Notice, to participate in the proposed Transfer by the Selling Holder(s) to the proposed purchaser (the "Tag-Along Transferee") on the terms and conditions set forth in such Tag-Along Notice or the most recent amended Tag-Along Notice, as the case may be (such participation rights being hereinafter referred to as "Tag-Along Rights"). Any Other Shareholder that has not notified the Majority Shareholder(s) of its intent to exercise his Tag-Along Rights within twenty (20) days of receipt of a Tag-Along Notice, or, if applicable, within seven (7) days of receipt of an amended Tag-Along Notice, shall be deemed to have elected not to exercise such Tag-Along Rights with respect to the Tag-Along Transfer contemplated by such notice.

(2quart) All notices which are required under this article shall only be effective if they have been sent also to the Company (the board of directors), delivered at its registered office.

Art. 9. Board of directors.

(1) The Company shall be managed by a board of directors composed of at least three (3) members. If the Company is formed by a single shareholder or where it has been established at a general meeting of shareholders that the company has only a single shareholder, the board of directors can be, unless otherwise provided by law, made up by one member (sole director) until the ordinary general meeting following the establishment of the existence of more than one shareholder. Directors do not need to be shareholders of the Company.

(2) The directors shall be appointed by the general meeting of shareholders for a period not exceeding six (6) years, provided, however, that any director may be removed at any time by a resolution taken by the general meeting of shareholders. The directors shall be eligible for reappointment.

(3) In the event of vacancy in the office of a director because of death, resignation or otherwise, the remaining directors appointed by the general meeting of shareholders may meet and appoint a director to fill such vacancy until the next general meeting of shareholders.

Art. 10. Meetings of the board of directors.

(1) The board of directors shall choose from among its members a chairman, and may choose among its members one or more vice-chairmen. The board of directors may also choose a secretary, who need not be a director and who may be instructed to keep the minutes of the meetings of the board of directors as well as to carry out such administrative and other duties as directed from time to time by the board of directors.

(2) The chairman or the member of the board of directors appointed by the chairman as his proxy shall preside over all meetings of the board of directors. In his absence and in the absence of the person appointed as his proxy, the members of the board of directors may appoint another director as chairman pro tempore by vote of a majority of the directors present or represented at any such meeting.

(3) The board of directors shall meet upon call by the chairman, or any two directors, at the place indicated in the notice of meeting. The chairman must convene the board of directors if it is requested by at least two members of the board of directors. Notice in writing or by telegram or telefax or e-mail of any meeting of the board of directors shall be given to all directors at least eight (8) calendar days in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency where twenty-four (24) hours prior notice shall suffice which shall duly set out the reason for the urgency. This notice may be waived, either prospectively or retrospectively, by the consent in writing or by telegram or telefax or e-mail of each director. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places described in a schedule previously adopted by resolution of the board of directors.

(4) Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing in writing or by telegram, telefax, or e-mail another director as his proxy. A director may not represent more than one of his colleagues.

(5) The board of directors may deliberate or act validly only if at least a majority of directors are present or represented at a meeting of the board of directors. If a quorum is not obtained within half an hour of the time set for the meeting, the directors present or represented may adjourn the meeting to a later time and venue. Notices of the adjourned meeting shall be given by the secretary to the board, if any, failing whom by any director.

(6) Decisions shall be taken by a majority vote of the directors present or represented. In the event that in any meeting the number of votes for and against a resolution shall be equal, the chairman or the member of the board of directors appointed by the chairman as his proxy shall have a casting vote.

(7) Any director may participate in a meeting of the board of directors by videoconference or similar means of telecommunication allowing his identification. Such means shall comply with technical characteristics guaranteeing an effective participation to the board of directors whose deliberations are broadcasted continuously. Participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting. The holding of the meeting with such communication means at a distance is reputed to be held at the registered office of the Company.

(8) Notwithstanding the foregoing, a resolution of the board of directors may also be passed by unanimous consent in writing which may consist of one or several documents containing the resolutions and signed by each and every director. The date of such a resolution shall be the date of the last signature.

Art. 11. Minutes of meetings of the board of directors.

(1) The minutes of any meeting of the board of directors shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting.

(2) Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, or by the secretary, or by two directors.

Art. 12. Powers and Duties of the board of directors.

(1) The directors may only act at duly convened meetings of the board of directors or by written consent in accordance with article 9 hereof.

(2) The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interests. All powers not expressly reserved by law or by these articles of incorporation to the general meeting of shareholders fall within the competence of the board of directors.

Art. 13. Corporate signature. Vis-à-vis third parties, the Company is validly bound by the joint signature of any two directors of the Company, or (if applicable) the sole director, or by the signature(s) of any other person(s) to whom authority has been delegated by the board of directors or by the sole director.

Art. 14. Delegation of powers.

(1) The board of directors may generally or from time to time delegate the power to conduct the daily management of the Company as well as the representation of the Company in relation to such management as provided for by article 60 of the Law of 1915, to an executive or other committee or committees whether formed from among its own members or not, or to one or more directors, managers or other agents who may act, unless otherwise provided by law, individually or jointly. The delegation to a member of the board of directors imposes to the board of directors to report annually to the ordinary general meeting the remunerations, fees and any advantages granted to the delegated person. The board of directors shall determine the scope of the powers, the conditions for withdrawal and the remuneration attached to these delegations of authority including the authority to sub-delegate.

(2) The board of directors may establish one or several committees composed of members of the board and/or external persons to whom it may delegate powers and functions from time to time.

(3) The board of directors may also confer special powers upon one or more attorneys or agents of its choice.

Art. 15. Conflict of interest.

(1) Directors shall abide by laws, regulations and the present articles of incorporation, to perform their duties loyally and diligently to safeguard the interests of the Company. Where there is a conflict between their personal interests and the interests of the Company, a director shall act in the best interest of the Company.

(2) When a director acts in his/her/its own name and where any third party may reasonably believe that such director is representing the Company or the board of directors, such director shall clarify his/her/its capacity and role in advance.

(3) A director's obligation to the Company and the shareholders does not necessarily cease within a reasonable time period upon the resignation or expiry of his/her/its term of office. The obligation to keep confidential the Company's trade secrets and confidential information survives to the expiry of his/her/its term of office until such trade secrets or confidential information become publicly available.

(4) In case of a conflict of interest of a director, it being understood that the mere fact that the director serves as a director of a shareholder or of an affiliated company of a shareholder shall not constitute a conflict of interest, he must inform the board of directors of any conflict and may not take part in the vote but will be counted in the quorum. A director having a conflict on any item on the agenda must declare this conflict to the chairman before the meeting starts.

(5) Any director having a conflict due to a personal interest in a transaction submitted for approval to the board of directors conflicting with that of the Company, shall be obliged to inform the board thereof and to cause a record of his statement to be included in the minutes of the meeting. He may not take part in the business of the meeting, but will be counted in the quorum. At the following general meeting, before any other resolution to be voted on, a special report shall be made on any transactions in which any of the directors may have a personal interest conflicting with that of the Company.

Art. 16. General meeting of shareholders.

(1) The general meeting of shareholders shall represent the shareholders of the Company insofar as their class of shares entitle them to vote. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify all acts relating to the operations of the Company.

(2) The general meeting of shareholders shall meet upon call by the Board of Directors. Shareholders representing ten per cent (10%) of the subscribed share capital may, in compliance with the Law of 1915 regarding commercial companies, as amended, request the board of directors to call a general meeting of shareholders.

(3) The annual general meeting shall be held in accordance with Luxembourg law at the registered office of the Company or at such other place as specified in the notice of the meeting, on the 2nd Tuesday of the month of May at 4 p.m.. If such day is a legal or a bank holiday in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the following bank business day in Luxembourg.

(4) Other meetings of shareholders may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of meeting.

(5) General meetings of shareholders shall be convened pursuant to a notice setting forth the agenda sent by registered letter at least eight (8) days prior to the meeting to each shareholder at the shareholder's address in the register of shareholder, or as otherwise instructed by such shareholder. If all shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without notice of meeting.

(6) Any shareholder may participate in a meeting of shareholders by videoconference or similar means of telecommunication allowing their identification. Such means shall comply with technical characteristics guaranteeing an effective participation to the general meeting whose deliberations are broadcasted continuously. Participating in the meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

(7) The board of directors may determine all other conditions which must be fulfilled by shareholders in order to attend a meeting of shareholders.

(8) The general meeting of shareholders shall designate its own chairman who shall preside over the meeting. The chairman shall designate a secretary who shall keep minutes of the meeting.

(9) The business transacted at any meeting of the shareholders shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters.

(10) Each class A share is entitled to one vote at all general meetings of shareholders. Holders of non-voting class B preference shares shall only be entitled to one vote at general meetings of shareholders where decisions in accordance with Article 46 of the Law of 1915 are to be taken. A shareholder may act at any meeting of shareholders by giving a written proxy to another person, who need not be a shareholder.

(11) Unless otherwise provided by law or the articles of incorporation, the resolutions of the general meeting are passed by a simple majority vote of the shareholders present or represented and entitled to participate at the voting.

(12) If the Company has only one shareholder, the present articles of incorporation apply in such way as that the decision of the sole shareholder is sufficient. In such a case, where the term "sole shareholder" is not expressly mentioned in the present articles, "General Meeting of shareholders" shall be read as a reference to the "sole shareholder".

Art. 17. Supervision of the company. The operations of the Company shall be supervised by one or several statutory auditors who will be appointed and dismissed according to the legal provisions in force. Their term of office may not exceed six (6) years.

Art. 18. Accounting year. The accounting year of the Company shall commence on the first of January of each year and shall terminate on the thirty-first (31) of December of the same year.

Art. 19. Distribution of profits.

(1) From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by law. This allocation shall cease to be required when the amount of the legal reserve shall have reached ten per cent (10%) of the subscribed share capital.

(2) The annual net profits shall be at the free disposal of the general meeting of shareholders, taking into consideration the provisions of these articles of incorporation regarding the holders of non-voting class B preference shares.

(3) Interim dividends may be paid out in accordance with the provisions of law.

Art. 20. Dissolution of the company. In case of dissolution of the Company, its liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who need not be shareholders, appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their powers and compensation. The net liquidation proceeds shall be distributed by the liquidator(s) to the shareholders in proportion to their shareholding in the Company, taking into consideration the provisions of the present articles of incorporation in relation to non-voting class B preference shares.

Art. 21. Amendments to the articles of incorporation. The present articles of incorporation may be amended from time to time by a general meeting of shareholders under the quorum and majority requirements provided for by the Law of 1915.

Art. 22. Applicable law. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the Law of 1915.

Art. 23. Language. The present articles of incorporation are worded in English followed by a French version. In case of divergence between the English and the French texts, the English version shall prevail.

Transitory provisions

1) The first accounting year shall begin at the date of incorporation of the Company and shall terminate on 31 December 2012.

2) The first annual general meeting of shareholders shall take place in the year 2013.

Subscription

Mr Gerd Schneider, prenamed, represented as stated above, declares to subscribe all ten thousand (10,000) class A shares without designation of a nominal value.

All these shares are fully paid-up in cash for an amount of thirty-one thousand euro (EUR 31,000) representing thirty-one per cent (31 %) of the share capital of the Company so that the amount of thirty-one thousand euro (EUR 31,000) is as of now fully available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary by a bank certificate.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand six hundred euro (EUR 1,600).

Statements

The undersigned notary states that the conditions provided for in Article 26 of the Law of 1915 have been fully observed.

Resolutions of the sole shareholder

Mr Gerd Schneider, as sole shareholder, prenamed, represented as stated above, representing the entire subscribed share capital has immediately after the incorporation of the Company taken the following resolutions:

First resolution

The sole shareholder resolves to set the number of directors at three (3) and to appoint the following persons as directors for a term to expire at the annual general meeting called to approve the accounts of the accounting year ending 2016, to be held in 2017:

- Mrs Alena Matsiukhina, director, born in Minsk, Belarus, on 3 June 1980, with address at 235 Anita Road, Burlingame; California, USA,
- Mr Georges Wirtz, director, born in Luxembourg, on 22 February 1979, with address at 6, Montée du Grund, L-1645 Luxembourg, and
- Mr Gerd Schneider, director, born in Kaiserslautern, Germany, on 17 November 1965, with address at 25, Montée de Clausen, L-1343 Luxembourg.

Second resolution

The sole shareholder resolves to appoint Mr Daniel Jeannot Antony, tax adviser, born on 4 August 1966 in Luxembourg, residing at 9, Op der Kopp, L5544 Remich, as statutory auditor of the Company for a term to expire at the annual general meeting called to approve the accounts of the accounting year ending 31 December 2016, to be held in 2017.

Third resolution

The sole shareholder resolves to fix the address of the registered office of the Company in L-1645 Luxembourg, 6, Montée du Grund.

Whereof, this notarial deed is drawn up in Luxembourg, in the office of the undersigned notary, on the date set at the beginning of this deed.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that on request of the proxyholder of the appearing party, this deed is worded in English followed by a French translation; on request of the same proxyholder and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will prevail.

This deed having been read to the proxyholder of the appearing party, said proxyholder signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille onze, le huit décembre,

par-devant Maître Joëlle Baden, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg,

a comparu:

Monsieur Gerd Schneider, né le 17 novembre 1965 à Kaiserslautern, Allemagne, demeurant à 25, Montée de Clausen, L-1343 Luxembourg,

ici représenté par Monsieur Frank Stolz-Page, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg,

en vertu d'une procuration sous seing privé avec pouvoir de substitution donnée à Luxembourg, le 8 décembre 2011.

La procuration signée ne varietur par le mandataire du comparant et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lequel comparant, représenté comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentaire d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme:

Art. 1^{er}. Dénomination. Il existe une société anonyme sous la dénomination de "Mycelium S.A." (ci-après la "Société").

Art. 2. Siège social.

(1) Le siège social est établi à Luxembourg-Ville.

(2) La Société peut ouvrir des agences, succursales ou autres dépendances dans toutes autres localités du pays ou à l'étranger par décision du conseil d'administration.

(3) Au cas où le conseil d'administration estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se présentent ou paraissent imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire, restera luxembourgeoise.

Art. 3. Durée.

(1) La Société est constituée pour une durée illimitée.

(2) La Société peut être dissoute à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires adoptée de la manière requise pour la modification des présents statuts.

Art. 4. Objet. La Société a pour objet l'acquisition, la détention et le transfert, ainsi que l'octroi de licences et de sous-licences de droits de propriété intellectuelle de quelque nature que ce soit, y inclus et sans y être limité les marques, les brevets d'invention, les droits d'auteur et les licences de toutes sortes.

La Société peut agir comme concédant de licence ou licenciée et peut mettre en oeuvre toutes opérations pouvant être utiles ou nécessaires pour gérer, développer et tirer profit de son portefeuille de droits de propriété intellectuelle.

La Société a aussi pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placements, l'acquisition par achat, souscription ou toute autre manière ainsi que l'aliénation par la vente, échange ou toute autre manière de valeurs mobilières de toutes espèces et la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La Société peut également garantir, accorder des prêts à ou assister autrement des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

La Société pourra exercer toutes activités de nature commerciale, industrielle ou financière estimées utiles pour l'accomplissement de son objet.

Art. 5. Capital social.

(1) La Société a un capital social souscrit de cent mille euros (EUR 100.000) représenté par dix mille (10.000) actions de la classe A sans désignation de valeur nominale (actions de la classe A).

(2) Le capital social de la Société peut, à tout moment, être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires, adoptée de la manière requise pour la modification des présents statuts.

(3) Les actionnaires auront des droits de souscription préférentiels lors de toute augmentation de capital de la Société au pro rata de leurs participations.

(4) Pendant une période de cinq (5) ans à partir de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations de l'acte de constitution du 8 décembre 2011, le conseil d'administration sera et est par la présente autorisé à émettre des actions de classe A et / ou des actions préférentielles de classe B non votantes (actions préférentielles non-votantes de classe B) dans le sens de l'article 44 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (Loi de 1915), jusqu'à un montant de cent mille euros (EUR 100.000,-) représenté par dix mille (10.000) actions de la classe A et / ou d'actions préférentielles non-votantes de classe B et d'allouer un droit de souscription sur ces actions. Les actions préférentielles non-votantes de la classe B ne peuvent en aucun cas représenter plus de la moitié du capital social de la Société, tel que modifié le moment donné.

(5) Le conseil d'administration pourra déterminer les conditions attachées à la souscription des nouvelles actions de la classe A et / ou des actions préférentielles non-votantes de la classe B le moment donné. Le conseil d'administration pourra également émettre ces actions sans que les actionnaires n'aient un droit de souscription préférentiel.

(6) La durée ou l'étendue de cette autorisation pourra être prolongée par une décision de l'assemblée générale des actionnaires, adoptée de la manière requise pour la modification des présents statuts.

(7) Le conseil d'administration pourra déléguer à un quelconque directeur dûment autorisé de la Société ou à toute autre personne dûment autorisée, le pouvoir d'accepter des souscriptions et de percevoir les paiements pour des actions représentant en tout ou en partie une telle augmentation de capital.

(8) La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la loi, racheter ses propres actions.

Art. 6. Forme des actions.

(1) Toutes les actions de la Société seront émises au porteur ou sous forme nominative.

(2) Les actions nominatives seront inscrites au registre des actionnaires qui sera tenu par la Société ou par une ou plusieurs personnes désignées à cet effet par la Société et ce registre contiendra le nom de chaque propriétaire d'actions, son adresse, ainsi que le nombre d'actions qu'il détient.

(3) Le droit de propriété de l'actionnaire sur les actions nominatives s'établit par l'inscription de son nom dans le registre des actionnaires. Un certificat constatant cette inscription sera délivré sur demande à l'actionnaire. Ce certificat devra être signé par deux membres du conseil d'administration. Les signatures pourront être soit manuscrites, soit imprimées, soit sous forme télécopiée.

(4) Tout transfert d'actions sera inscrit au registre des actionnaires au moyen de la remise à la Société d'un instrument de transfert convenant à la Société, ou par une déclaration de transfert écrite portée au registre des actionnaires, datée et signée par le cédant et le cessionnaire, ou par le mandataire valablement constitué à cet effet, et, à chaque fois, avec la remise à la Société du certificat d'actions qui s'y rapporte, s'il en a été émis. Une pareille inscription devra être signée par deux membres du conseil d'administration, ou par une ou plusieurs autres personnes dûment autorisées à cet effet par le conseil d'administration.

(5) Tout transfert d'actions préférentielles non-votantes de la classe B à un actionnaire ou à des tiers requiert une autorisation préalable manuscrite du conseil d'administration de la Société.

(6) Les actionnaires devront fournir à la Société une adresse à laquelle toutes les communications et informations pourront être envoyées. Cette adresse sera également inscrite au registre des actionnaires.

(7) Au cas où un actionnaire ne fournit pas d'adresse, l'adresse de l'actionnaire sera censée être au siège social de la Société, jusqu'à ce qu'une autre adresse soit communiquée à la Société par cet actionnaire. Un actionnaire peut, à tout moment, faire changer l'adresse par une déclaration écrite, envoyée au siège social de la Société.

(8) La Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action. Si une ou plusieurs actions sont conjointement détenues ou si le titre de propriété de ces actions sont divisés, fragmentés ou litigieux, toutes les personnes invoquant un droit sur la/les action(s) doivent désigner un mandataire unique pour représenter la/les action(s) à l'égard de la Société. L'omission d'une telle désignation impliquera la suspension de l'exercice de tous les droits attachés aux action(s).

Art. 7. Droits des actions préférentielles non-votantes de la classe B. Les actions préférentielles non-votantes de la classe B sont soumises aux droits et obligations suivantes:

(1) Les actions préférentielles non-votantes de la classe B sont des actions nominatives et peuvent uniquement être transférées conformément aux dispositions prévus dans les présents statuts.

(2) Les détenteurs d'actions préférentielles non-votantes de la classe B seront uniquement habilités à voter lors d'une assemblée générale appelée à se prononcer sur des sujets énumérés à l'article 46 de la Loi de 1915.

(3) Les détenteurs d'actions préférentielles non-votantes de la classe B percevront un dividende préférentiel annuel fixe, composé du montant de la valeur comptable des actions plus sept pour cent (7 %) de celle-ci.

(4) Les actions préférentielles non-votantes de la classe B confèrent un droit préférentiel pour le remboursement de la contribution.

Art. 8. Droits tag-along/ drag-along.

(1) Si un actionnaire ou un groupe d'actionnaires détenant plus de 66 % des actions de la Société (le(s) «Détenteur(s) Vendeur») et à condition que toutes les autres conditions se référant au transfert des actions (comme les droits préférentiels, mais pas exclusivement), propose un transfert (collectivement le « Drag-Along Cessionnaire ») dans une transaction ou une série de transactions bona fide (y compris par le biais d'un contrat d'achat, d'un appel d'offres, d'une fusion ou autre transaction de regroupement d'entreprises ou autres) du montant total d'actions détenues par le(s) Détenteur(s) Vendeur à la date de celle-ci (un «Exit Sale»), alors le(s) Détenteur(s) Vendeur peut demander à chaque autre actionnaire (mais pas moins que chacun) de transférer, en tant que partie de la Exit Sale, à ce Drag-Along Cessionnaire au prix d'achat et soumis aux conditions de l'Exit Sale, toutes les actions détenues par ce(s) actionnaire(s). Les conditions de Exit sale doivent être exposées au(x) Drag-Along Cédant(s) dans une «Drag-Along Notification» écrite dans le cas d'actions nominatives à l'adresse indiquée dans le registre, dans le cas d'actions au porteur à toute autre adresse dûment enregistrée. Une Drag-Along Notification est à considérer comme ayant été remise à son destinataire dans un laps de temps de trois (3) jours ouvrables, sauf s'il l'a déjà eue plus tôt. Les conditions applicables à l'Exit Sale sont celles qui ont été correctement portées en dernier à la connaissance du Drag-Along Cédant.

(1bis) Dans un délai de temps de cinq (5) jours ouvrables à compter de la réception d'une Drag-Along Notification, le (s) Drag-Along Cessionnaire(s) auront conjointement le droit de demander à acquérir toutes les actions des Détenteurs Vendeurs aux mêmes conditions que décrites dans la Drag-Along Notification.

(2) Si tout actionnaire(s) majoritaire(s), détenant plus de 51% des actions ordinaires de la Société (le(s) «Actionnaire (s) Majoritaire(s)») propose de transférer toutes ses actions, soit lors d'une seule transaction soit lors d'une série de transactions connexes, il peut donner une notification écrite (une «Tag-Along Notification») à chaque actionnaire (le(s) «Tag Along Cessionnaire(s)») portant sur le transfert proposé (le «Tag-Along Transfert») sous la forme d'une «Tag-Along Notification», dans le cas d'actions nominatives à l'adresse postale enregistrée dans le registre, dans le cas d'actions au porteur à l'adresse enregistrée. Une Tag-Along Notification est considérée comme étant remise dans un laps de temps de trois (3) jours ouvrables, sauf s'il l'a déjà eue plus tôt.

(2bis) La Tag-Along Notification doit exposer en détails raisonnables les conditions de ce Tag-Along Transfert, y compris le montant proposé et la forme de la contrepartie, les conditions de paiement et un récapitulatif des autres conditions matérielles appartenant au Tag-Along Transfert. Dans le cas où les conditions exposées dans la Tag-Along Notification sont modifiées à tous égards dans la Tag Along Notification, le(s) Actionnaire(s) Majoritaire(s) donneront

une notification écrite portant sur les conditions modifiées du Tag-Along Transfert à chaque Tag-Along Cédant sous forme d'une Tag-Along Notification modifiée. Le(s) Actionnaire(s) Majoritaire(s) fourniront des renseignements complémentaires par rapport au Tag-Along Transfert proposé comme ceci a été raisonnablement demandé par les Tag-Along Cessionnaires.

(2ter) Chaque Tag-Along Cédant aura le droit, exerçable sur notification écrite à (aux) Actionnaire(s) Majoritaire(s) dans une période de vingt (20) jours après réception de la Tag-Along Notification ou dans une période de sept (7) jours après réception de Tag-Along Notification modifiée la plus récente, de participer au Transfert proposé par le(s) Détenteur (s) Vendeur(s) à l'acheteur proposé (le «Tag-Along Cessionnaire») aux conditions exposées dans cette Tag-Along Notification ou dans la Tag-Along Notification modifiée la plus récente, le cas échéant (ces droits de participation étant ci-après mentionnées sous «Tag-Along Droits»). Tout autre actionnaire qui n'a pas informé le(s) Actionnaire(s) Majoritaire (s) de son intention d'exercer ses Tag-Along Droits dans un délai de vingt (20) jours après réception de la Tag-Along Notification ou le cas échéant dans un délai de sept (7) après réception d'une Tag-Along Notification modifiée, est censé avoir choisi de ne pas exercer ces Tag-Along Droits concernant le Tag-Along Transfert envisagé par cette notification.

(2quart) Toutes les notifications requises en vertu de cet article seront uniquement effectives si elles ont également été envoyées à la Société (le conseil d'administration), remises au siège social.

Art. 9. Conseil d'administration.

(1) La Société est gérée par un conseil d'administration composé d'au moins trois (3) membres. Toutefois, lorsque la société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que, dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi, celle-ci n'a qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un membre (administrateur unique) jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui suit l'établissement de l'existence de plus d'un actionnaire. Les administrateurs n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société.

(2) Les administrateurs sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires de la Société pour une période n'excedant pas six (6) ans à condition toutefois qu'un administrateur puisse être révoqué à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires. Les administrateurs seront éligibles pour un nouveau mandat.

(3) Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, les administrateurs restants élus par l'assemblée générale des actionnaires peuvent se réunir et élire un administrateur pour remplir les fonctions attachées au poste devenu vacant jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Art. 10. Réunions du conseil d'administration.

(1) Le conseil d'administration choisira parmi ses membres un président et peut choisir en son sein un ou plusieurs vice-présidents. Il peut également désigner un secrétaire qui n'a pas besoin d'être un administrateur et qui peut être chargé de dresser les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration ou d'exécuter des tâches administratives ou autres telles que décidées, de temps en temps, par le conseil d'administration.

(2) Le président ou le membre du conseil d'administration désigné par le président pour le représenter préside les réunions du conseil d'administration. En son absence et en l'absence de la personne désignée pour le représenter, les membres du conseil d'administration peuvent désigner un autre administrateur pour assumer la présidence pro tempore, par un vote à la majorité des administrateurs présents ou représentés lors de cette réunion.

(3) Le conseil d'administration se réunit sur convocation du président ou de deux administrateurs au lieu indiqué dans l'avis de convocation du conseil d'administration. Celui-ci doit réunir le conseil d'administration s'il en est requis par au moins deux des membres du conseil d'administration. Un avis par écrit, télégramme, télécopie ou e-mail contenant l'ordre du jour de la réunion sera donné à tous les administrateurs au moins huit (8) jours calendrier avant l'heure prévue pour ladite réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas l'avis de convocation, envoyé vingt-quatre (24) heures avant la réunion suffira et devra mentionner la nature de cette urgence. Il peut être passé outre à la nécessité de pareille convocation en cas d'assentiment préalable ou postérieur à la réunion, par écrit, télégramme, télécopie ou e-mail de chaque administrateur. Une convocation spéciale n'est pas requise pour des réunions se tenant à des heures et à des endroits déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

(4) Tout administrateur peut se faire représenter aux réunions du conseil d'administration en désignant par écrit ou par télégramme, télécopie ou e-mail un autre administrateur comme son mandataire. Un administrateur ne peut pas représenter plus d'un de ses collègues.

(5) Le conseil d'administration ne peut délibérer ou agir valablement que si au moins la majorité des administrateurs sont présents ou représentés à une réunion du conseil d'administration. Si le quorum n'est pas obtenu une demi-heure après l'heure prévue pour la réunion, les administrateurs présents ou représentés peuvent ajourner la réunion en un autre endroit et à une date ultérieure. Les avis des réunions ajournées sont donnés aux membres du conseil d'administration par le secrétaire, s'il y en a, ou à défaut par tout administrateur.

(6) Les décisions sont prises à la majorité des votes des administrateurs présents ou représentés. Au cas où, lors d'une réunion du conseil d'administration, il y a égalité des voix en faveur ou en défaveur d'une résolution, le président ou le membre du conseil d'administration désigné par le président pour le représenter aura une voix prépondérante.

(7) Tout administrateur peut prendre part à une réunion du conseil d'administration par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant son identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques tech-

niques garantissant une participation effective à la réunion du conseil d'administration dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à la réunion par de tels moyens vaut présence personnelle à cette réunion. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se tenir au siège social de la Société.

(8) Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du conseil d'administration peut également être prise par écrit à l'unanimité et résulter d'un seul ou de plusieurs documents contenant les résolutions et signé(s) par tous les membres du conseil d'administration sans exception. La date d'une telle décision est celle de la dernière signature.

Art. 11. Procès-verbaux des réunions du conseil d'administration.

(1) Les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration sont signés par le président ou, en son absence, par le président pro tempore qui aura assumé la présidence de cette réunion.

(2) Les copies ou extraits de procès-verbaux destinés à servir dans une procédure judiciaire ou ailleurs seront signés par le président ou par le secrétaire ou par deux administrateurs.

Art. 12. Pouvoirs et Tâches du conseil d'administration.

(1) Les administrateurs ne peuvent agir que dans le cadre de réunions du conseil d'administration régulièrement convoquées ou par confirmation écrite conformément à l'article 9 ci-dessus.

(2) Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges pour pouvoir passer les actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs que la loi ou les présents statuts ne réservent pas expressément à l'assemblée générale sont de la compétence du conseil d'administration.

Art. 13. Signature sociale. Vis-à-vis des tiers, la Société sera valablement engagée par la signature conjointe de deux administrateurs ou (le cas échéant) par l'administrateur unique ou la (les) signature(s) de toute(s) autre(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareil pouvoir de signature aura été délégué par le conseil d'administration ou l'administrateur unique.

Art. 14. Délégation de pouvoirs.

(1) Le conseil d'administration peut déléguer de manière générale ou ponctuellement la gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion, conformément à l'article 60 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, à un directeur ou à un ou plusieurs comités, qu'ils soient composés de ses propres membres ou non, dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi, à un ou plusieurs administrateurs, gérants ou autres mandataires susceptibles d'agir seuls ou conjointement. La délégation à un membre du conseil d'administration impose au conseil d'administration de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire les traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué. Le conseil d'administration détermine l'étendue des pouvoirs, les conditions du retrait et la rémunération attachées à ces délégations de pouvoir, y compris le pouvoir de subdéléguer.

(2) Le conseil d'administration peut créer un ou plusieurs comités composés de membres du conseil et/ou de personnes externes auxquels il peut déléguer des pouvoirs et des fonctions selon son appréciation.

(3) Le conseil d'administration pourra également conférer des pouvoirs spéciaux à un ou plusieurs mandataires ou représentants de son choix.

Art. 15. Conflit d'intérêt.

(1) Les Administrateurs doivent respecter les lois, règlements et les présents statuts pour exercer leurs tâches avec loyauté et diligence afin de sauvegarder les intérêts de la Société. S'il y a conflit entre leurs intérêts personnels et ceux de la Société, un administrateur doit agir dans le meilleur intérêt de la Société.

(2) Lorsqu'un administrateur agit en son nom personnel et là où des tiers peuvent raisonnablement penser que cet administrateur représente la Société ou le conseil d'administration, cet administrateur doit clarifier au préalable sa fonction et son rôle.

(3) L'obligation d'un administrateur à l'égard de la Société et des actionnaires ne cesse pas nécessairement dans un délai raisonnable après la démission ou à l'expiration de son mandat. L'obligation de garder confidentiels les secrets commerciaux et les informations confidentielles de la Société subsiste à l'expiration de son mandat jusqu'à ce que ces secrets commerciaux ou informations confidentielles soient publiquement disponibles.

(4) Dans le cas d'un conflit d'intérêt d'un administrateur, étant entendu que le simple fait que l'administrateur soit l'administrateur d'un actionnaire ou d'une société affiliée d'un actionnaire ne sera pas constitutif d'un conflit d'intérêt, il doit informer le conseil d'administration de tout conflit d'intérêt et ne pourra pas prendre part au vote mais sera compté dans le quorum. Un administrateur ayant un conflit d'intérêt sur tout objet de l'ordre du jour doit déclarer ce conflit d'intérêt au président avant que la réunion ne débute.

(5) Tout administrateur ayant dans une transaction soumise pour approbation au conseil d'administration un intérêt personnel opposé à l'intérêt de la Société, sera obligé d'informer le conseil et de faire enregistrer cette situation dans le procès-verbal de la réunion. Il ne pourra pas prendre part à la réunion, mais il sera compté dans le quorum. A l'assemblée générale suivante, avant toute autre résolution à voter, un rapport spécial devra être fait sur toutes transactions dans lesquelles un des administrateurs peut avoir un intérêt personnel opposé à celui de la Société.

Art. 16. Assemblée générale des actionnaires.

(1) L'assemblée générale des actionnaires représente les actionnaires de la Société dans la mesure où leur classe d'actions les habilite à voter. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour ordonner, exécuter ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

(2) L'assemblée générale des actionnaires est convoquée par le conseil d'administration. Les actionnaires représentant dix pour cent (10%) du capital social souscrit peuvent, conformément aux dispositions de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, requérir le conseil d'administration de convoquer l'assemblée générale des actionnaires.

(3) L'assemblée générale annuelle se réunit, conformément à la loi luxembourgeoise, au siège social de la Société ou à tout autre endroit indiqué dans l'avis de convocation, le 2e mardi du mois de mai à 16.00 heures. Si ce jour est un jour férié légal ou bancaire à Luxembourg, l'assemblée générale annuelle se tiendra le jour ouvrable bancaire suivant.

(4) D'autres assemblées générales d'actionnaires peuvent se tenir aux lieux et dates spécifiés dans les avis de convocation respectifs.

(5) Les assemblées générales des actionnaires seront convoquées par un avis de convocation énonçant l'ordre du jour et envoyé par lettre recommandée au moins huit (8) jours avant l'assemblée à tout détenteur d'actions à son adresse portée au registre des actionnaires, ou suivant toutes autres instructions données par cet actionnaire. Si tous les actionnaires sont présents ou représentés et se considèrent dûment convoqués et informés de l'ordre du jour, l'assemblée générale peut avoir lieu sans convocation.

(6) Tout actionnaire peut participer à une réunion de l'assemblée générale par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant la participation effective à l'assemblée, dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

(7) Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour pouvoir prendre part aux assemblées générales.

(8) L'assemblée générale des actionnaires désigne son président qui présidera l'assemblée. Le président pourra désigner un secrétaire chargé de dresser les procès-verbaux de l'assemblée.

(9) Les affaires traitées lors d'une assemblée des actionnaires seront limitées aux points contenus dans l'ordre du jour (qui contiendra toutes les matières requises par la loi) et aux affaires connexes à ces points.

(10) Chaque action de la classe A donne droit à un vote lors de toutes les assemblées générales d'actionnaires. Des détenteurs d'actions préférentielles non-votantes de la classe B auront uniquement droit à un vote lors d'assemblées générales d'actionnaires durant lesquelles des décisions conformément à l'Article 46 de la Loi de 1915 devront être prises. Un actionnaire peut se faire représenter à toute assemblée générale des actionnaires par mandat écrit par un mandataire qui n'a pas besoin d'être actionnaire.

(11) Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi, toutes les décisions de l'assemblée générale sont prises à la majorité simple des voix des actionnaires présents ou représentés.

(12) Si la Société n'a qu'un seul actionnaire, les présents statuts s'appliquent de manière telle que la décision de l'actionnaire unique est suffisante. Dans un tel cas, où le terme "actionnaire unique" n'est pas expressément mentionné dans les présents articles, «assemblée générale des actionnaires" se lit comme une référence à "l'actionnaire Unique".

Art. 17. Surveillance de la société. Les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires qui sera/seront désigné(s) et révoqué(s) d'après les dispositions légales en vigueur. La durée de leurs fonctions ne peut excéder six (6) ans.

Art. 18. Exercice social. L'exercice social de la Société commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente et un décembre de la même année.

Art. 19. Affectation des bénéfices annuels.

(1) Des bénéfices nets annuels de la Société, cinq pour cent (5%) seront affectés à la réserve requise par la loi. Cette affectation cessera d'être exigée lorsque le montant de la réserve légale aura atteint dix pour cent (10%) du capital social souscrit.

(2) Les assemblées générales d'actionnaires pourront librement disposer des bénéfices nets annuels, conformément aux dispositions mises en place par les présents statuts en vertu des actions préférentielles non-votantes de la classe B.

(3) Des dividendes intérimaires peuvent être versés en conformité avec les conditions prévues par la loi.

Art. 20. Dissolution de la société. En cas de dissolution de la Société, la liquidation s'opérera par un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires, nommé(s) par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera les pouvoirs et rémunérations de chaque liquidateur. Le produit net de la liquidation sera distribué par le(s) liquidateur (s) aux actionnaires proportionnellement à leur actionariat dans la Société, conformément aux dispositions mises en place par les présents statuts en vertu des actions préférentielles non-votantes de la classe B.

Art. 21. Modifications des statuts. Les présents statuts pourront être modifiés périodiquement par une assemblée générale des actionnaires statuant aux conditions de quorum et de majorité requises par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Art. 22. Loi applicable. Pour tous les points non spécifiés dans les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Art. 23. Langue. Les présents statuts ont été rédigés en anglais, suivi d'une version française. En cas de divergence entre les deux textes, la version anglaise prévaudra.

Dispositions transitoires

1) Le premier exercice social commencera le jour de la constitution de la Société et se terminera le trente et un décembre 2012.

2) La première assemblée générale annuelle des actionnaires aura lieu en 2013.

Souscription

Monsieur Gerd Schneider, prénommé, représenté comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire les dix mille (10.000) actions de la classe A sans valeur nominale.

Les actions sont libérées en espèces pour un montant de trente et un mille euros (EUR 31.000) représentant trente et un pour cent (31%) du montant du capital social de sorte que la somme de trente et mille euros (EUR 31.000) est dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné par la remise d'un certificat bancaire.

Frais

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société à raison de sa constitution sont évalués à environ mille six cents euros (EUR 1.600).

Déclaration

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, et déclare expressément qu'elles sont remplies.

Résolutions de l'actionnaire unique

Monsieur Gerd Schneider, prénommé, représenté comme indiqué ci-dessus, représentant comme actionnaire unique l'intégralité du capital social souscrit, a ensuite immédiatement pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'actionnaire unique a décidé de fixer le nombre d'administrateurs à trois (3) personnes et de nommer les personnes suivantes en tant qu'administrateurs pour une période expirant à l'assemblée générale annuelle appelée à approuver les comptes de l'exercice social qui se terminera fin 2016, qui se tiendra en 2017:

- Madame Alena Matsiukhina, administrateur, née à Minsk, Biélorussie, le 3 juin 1980, demeurant au 235 Anita Road à Burlingame, Californie, Etats-Unis,
- Monsieur Georges Wirtz, administrateur, né à Luxembourg, le 22 février 1979, demeurant au 6, Montée du Grund à L-1645 Luxembourg, et
- Monsieur Gerd Schneider, administrateur, né à Kaiserslautern, Allemagne, le 17 Novembre 1965, demeurant au 25, Montée de Clausen à L1343 Luxembourg.

Deuxième résolution

L'actionnaire unique décide de nommer Monsieur Daniel Jeannot Antony, conseiller fiscal, né le 4 août 1966 à Luxembourg, demeurant au 9, Op der Kopp à L-5544 Remich, en tant que commissaire de la Société pour une période devant expirer à l'assemblée générale annuelle appelée à approuver les comptes de l'exercice social qui se terminera le 31 décembre 2016, à tenir en 2017.

Troisième résolution

L'actionnaire unique décide de fixer l'adresse du siège de la Société au 6, Montée du Grund à L-1645 Luxembourg.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du mandataire du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande du même mandataire et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire du comparant, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: F. STOLZ-PAGE et J. BADEN.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 9 décembre 2011 LAC / 2011 / 54978. Reçu soixante quinze euros € 75,

Le Receveur (signé): SANDT.

- POUR EXPEDITION CONFORME délivrée à la Société sur demande.

Luxembourg, le 23 décembre 2011.

Référence de publication: 2011177792/689.

(110207626) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2011.

Autosdistribution Losch S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1818 Howald, 5, rue des Joncs.

R.C.S. Luxembourg B 123.152.

Le bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012000290/9.

(110212327) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2011.

AutosConsult Losch S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1818 Howald, 5, rue des Joncs.

R.C.S. Luxembourg B 26.773.

Le bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012000291/9.

(110212210) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2011.

AutosConsult Losch S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1818 Howald, 5, rue des Joncs.

R.C.S. Luxembourg B 26.773.

Le bilan au 31 décembre 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012000292/9.

(110212212) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2011.

AutosConsult Losch S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1818 Howald, 5, rue des Joncs.

R.C.S. Luxembourg B 26.773.

Le bilan au 31 décembre 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012000293/9.

(110212214) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2011.

Avenue Property S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 1, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 139.232.

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28/12/2011.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2012000294/12.

(110212202) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2011.

Aviador Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 139.332.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012000295/10.

(110211976) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2011.

AB (Holdings) 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.
R.C.S. Luxembourg B 139.113.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 29 décembre 2011.

Référence de publication: 2012000296/10.

(110211881) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2011.

Abacus Financial Assets Recovery Corporation S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 153.196.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 30 décembre 2011.

Référence de publication: 2012000298/10.

(110213252) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2011.

Accenova, Société Anonyme.

Siège social: L-9227 Diekirch, 52, Esplanade.
R.C.S. Luxembourg B 106.882.

Le Bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 30 décembre 2011.

Pour la société

ARCADIA GESTION S.A.

42 Rue de Clausen

L-1342 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2012000299/15.

(110212507) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2011.

AAB Investments, Achats Actions Benelux Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 22, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 65.340.

L'an deux mille onze, le vingt-deux novembre.

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem (Grand-Duché de Luxembourg).

a comparu:

la société «INCOME S.A.», une société anonyme de droit luxembourgeois ayant son siège social au 45-47 route d'Arlon, L1140 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg) (l'«Actionnaire Unique»), en qualité d'actionnaire unique de la société «ACHATS ACTIONS BENELUX INVESTMENTS S.A.», en abrégé «AAB INVESTMENTS S.A.» (la «Société»), ayant son siège social au 22, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), inscrite au Registre

de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg sous le numéro B 65340. La Société a été constituée suivant acte notarié en date du 18 juin 1998, acte publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations numéro 702 du 30 septembre 1998. Les statuts de la Société ont été modifiés suivant acte notarié du 5 janvier 2001, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations numéro 1105 du 4 décembre 2001.

L'Actionnaire Unique est représenté aux présentes par Maître Cécile Hestin, avocat, demeurant au 22, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), en vertu d'une procuration sous seing privé, paraphée ne varietur par la mandataire du comparant et le notaire instrumentant, qui restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui.

Laquelle partie comparante, représentant l'intégralité du capital social de la Société a requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Actionnaire Unique décide la dissolution anticipée de la Société et prononce sa mise en liquidation à compter de ce jour.

Deuxième résolution

L'Actionnaire Unique décide de nommer Maître Philippe Morales, avocat, demeurant au 22, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg en tant que seul liquidateur de la Société.

Troisième résolution

Le liquidateur est investi des pouvoirs les plus larges pour l'exercice de sa mission, notamment ceux prévus aux articles 144 à 148 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.

Le liquidateur est en outre dispensé de l'obligation de dresser un inventaire et se référera entièrement sur les livres et documents financiers de la Société.

Dont acte, passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite à la mandataire du comparant, elle a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: C. HESTIN, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 25 novembre 2011. Relation: EAC/2011/15782. Reçu douze Euros (12.-EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2012000300/40.

(110213025) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2011.

Acquae Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1450 Luxembourg, 47, Côte d'Eich.

R.C.S. Luxembourg B 155.619.

Le Bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012000301/10.

(110212459) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2011.

Ady Immobilière Internationale S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.

R.C.S. Luxembourg B 142.008.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue à Bertrand en date du 28 décembre 2011 à 14 heures

"L'assemblée prend connaissance des lettres datées de ce jour par lesquelles les sociétés CRITERIA SARL et PRO-CEDIA SARL présentent leur démission avec effet immédiat de leur fonction d'administrateur de la société et de la lettre de la société MARBLEDEAL LUXEMBOURG SARL par laquelle elle présente sa démission avec effet immédiat de sa fonction de commissaire aux comptes."

Pour ADY IMMOBILIERE INTERNATIONALE S.A.

Référence de publication: 2012000304/13.

(110213005) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2011.

Aeternalis Films S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3441 Dudelange, 17, avenue Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 151.108.

Le bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 décembre 2011.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2012000306/12.

(110212619) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2011.

AF International Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1621 Luxembourg, 24, rue des Genêts.
R.C.S. Luxembourg B 92.596.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012000307/9.

(110212835) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2011.

AF International Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1621 Luxembourg, 24, rue des Genêts.
R.C.S. Luxembourg B 92.596.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012000308/9.

(110212836) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2011.

Ali-Eischen, s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4025 Esch-sur-Alzette, 14, rue de Belvaux.
R.C.S. Luxembourg B 100.114.

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

M. EPPE

Gérant

Référence de publication: 2012000313/11.

(110212690) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2011.

ASSOR (Lux) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.
R.C.S. Luxembourg B 46.260.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2012000339/11.

(110212979) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2011.
